

Réalisations, résultats et messages clés

Rapport d'activités du Groupe Pompidou
Programme de travail 2019 - 2022

Des politiques antidrogue
durables et respectueuses
des droits de l'Homme

Réalisations, résultats et messages clés

Rapport d'activités du Groupe Pompidou
Programme de travail 2019 - 2022

*Des politiques antidrogue durables
et respectueuses des droits de l'Homme*

Edition anglaise :
Achievements, results, and key messages
Report on the activities of the Pompidou Group
Work Programme 2019 – 2022
‘Sustainable drug policies
respectful of human rights’

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots) est autorisée, sauf à des fins commerciales, tant que l'intégrité du texte est préservée, que l'extrait n'est pas utilisé hors contexte, ne donne pas d'informations incomplètes ou n'induit pas le lecteur en erreur quant à la nature, à la portée et au contenu de ce texte. Le texte source doit toujours être cité comme suit : « © Conseil de l'Europe, année de publication ». Pour toute autre demande relative à la reproduction ou à la traduction de tout ou partie de ce document, veuillez vous adresser à la Direction de la communication, Conseil de l'Europe (F-67075 Strasbourg Cedex), ou à publishing@coe.int

Toute autre correspondance relative à ce document doit être adressée au Groupe Pompidou, Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex

Conception de la couverture et mise en page : Division de la production des documents et des publications (DPDP), Conseil de l'Europe

Cette publication n'a pas fait l'objet d'une relecture typographique et grammaticale de l'Unité éditoriale de la DPDP

© Council of Europe, novembre 2022,
Imprimé dans les ateliers
du Conseil de l'Europe

Table des matières

RÉALISATIONS	5
Vue d'ensemble de la présidence pour la période 2019 - 2022	5
Résumé du Secrétaire exécutif	8
RÉSULTATS ET MESSAGES CLÉS	13
Conclusions et observations des membres du Bureau	13
Services de contrôle des drogues dans les aéroports européens (groupe Aéroports) et dans l'aviation générale	14
Réseau international sur le contrôle des précurseurs	16
Académie internationale de politique des drogues - y compris la formation des cadres sur la politique en matière de drogues	18
Prix européen de la prévention	20
Réseau MedNET	21
Coopération en matière de politique antidrogue en Europe du Sud-Est (SEE)	23
Drogues en ligne	26
Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les PDI	28
Mise en œuvre d'une approche sexospécifique dans différents domaines de la politique en matière de drogue	29
Politiques en matière de drogues et droits de l'Homme : outil d'auto-évaluation	31
ANNEXE I : PRINCIPAUX RÉSULTATS ET PRODUITS LIVRÉS ENTRE 2019 ET 2022	33
ANNEXE II : LISTE EXHAUSTIVE DES ÉVÉNEMENTS ET ACTIVITÉS MIS EN ŒUVRE EN 2019-2022	35

Réalisations

Vue d'ensemble de la présidence pour la période 2019 - 2022

Le Portugal est très fier d'avoir assuré la présidence du Groupe Pompidou au cours des quatre dernières années, qui ont été très exigeantes. Durant notre présidence, nous avons concentré nos efforts sur la mise en œuvre du programme de travail 2019-2022, la pandémie de Covid-19 ayant été un défi sans précédent, soit en adaptant les méthodes de travail du groupe aux circonstances, soit en fournissant en temps utile une réflexion et des conseils aux services et professionnels de la drogue pour assurer la continuité des réponses.

Nous espérons avoir contribué à renforcer l'intervention du Groupe Pompidou dans le débat mondial sur la politique en matière de drogues, tout en cherchant à renforcer l'accent mis sur le respect des droits de l'Homme, la promotion de la santé publique, et en soulignant l'importance d'une approche multidisciplinaire, équilibrée et fondée sur des preuves pour faire face aux menaces liées aux drogues et aux dépendances.

Objectifs et priorités du programme de travail 2019-2022

Sous la devise «*Des politiques antidrogue durables et respectueuses des droits de l'Homme*», le programme de travail 2019-2022 visait à fournir des connaissances, un soutien et des solutions pour des politiques antidrogue efficaces et fondées sur des données probantes, qui respectent pleinement les droits de l'Homme, sur la base des principes suivants :

Les droits de l'Homme sont une question transversale pour toutes les activités du Groupe Pompidou visant à aider les États membres à remplir leurs obligations en vertu des conventions du Conseil de l'Europe et des Nations unies dans le cadre de leurs politiques en matière de drogues.

Une approche équilibrée et multidisciplinaire qui rassemble les avantages potentiels des différents volets de la politique en matière de drogues.

Des politiques innovantes et fondées sur des données probantes, qui exigent de *relier la politique à la pratique et à la recherche* comme condition préalable à des réponses informées, cohérentes et efficaces en matière de politique antidrogue.

Utilisation efficace et efficiente des ressources disponibles en tenant compte des contraintes budgétaires auxquelles sont confrontés de nombreux États membres.

Le Groupe Pompidou fait partie intégrante du Conseil de l'Europe, gardien institutionnel des droits de l'Homme en Europe, ce qui se reflète dans les synergies recherchées avec les autres parties de l'Organisation.

Veiller à éviter les chevauchements et les doubles emplois *indésirables* afin de démontrer que le Groupe Pompidou est complémentaire d'autres organisations régionales/internationales et qu'il apporte une valeur ajoutée.

Avec le soutien constant des États membres, en particulier de ceux représentés au Bureau, et du Secrétariat, le Groupe Pompidou a atteint les résultats qui sont exposés dans ce rapport.

Lorsque le programme de travail a été adopté, lors de la conférence ministérielle de Stavanger, le Groupe Pompidou comptait 39 États membres : 36 membres du Conseil de l'Europe, plus 3 pays non-européens - Israël, le Mexique et le Maroc. Trois autres États membres du Conseil de l'Europe ont adhéré au cours de cette période - l'Arménie et la Géorgie en 2020, et l'Ukraine en 2022 - ce qui porte le nombre total de membres à 42 au début de cette année.

Toutefois, ce nombre a de nouveau baissé à 41, suite à la décision prise par le Comité des Ministres le 16 mars 2022 d'exclure la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe. Cette décision a été historique : c'était la première fois en 73 ans d'histoire du Conseil de l'Europe que l'article 8 du statut, prévoyant la possibilité d'exclure un État membre qui viole les valeurs défendues par l'Organisation, était appliqué. En conséquence, la Fédération de Russie a également cessé d'être membre du Groupe Pompidou, le 23 mars.

Des efforts continus ont également été déployés pour convaincre les cinq anciens États membres - le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni - qui ont quitté le Groupe il y a dix ans, de le réintégrer, notamment dans la perspective de la célébration de son 50^e anniversaire en 2021 et de l'adoption connexe d'un statut révisé. La présidence espère que ces efforts porteront leurs fruits dans un avenir proche.

Principales réalisations et étapes importantes au cours de la période 2019-2022 :

L'objectif principal de la présidence portugaise a été de mettre en œuvre les décisions prises, lors de la 17^e Conférence ministérielle du Groupe Pompidou qui s'est tenue à Stavanger en novembre 2018, notamment celle chargeant les Correspondants permanents de lancer le processus de révision du mandat, du fonctionnement et des méthodes de travail du Groupe, afin d'adapter les documents statutaires aux évolutions du phénomène des drogues.

Par conséquent, la réalisation majeure de la période 2019-2022 est évidemment l'adoption du statut révisé par le Comité des Ministres le 16 juin 2021. Celle-ci a été le point d'orgue de deux années de travail des Correspondants permanents et d'un processus participatif et inclusif de consultations avec des organisations internationales, des experts et la société civile. Elle a été suivie de plusieurs mois de négociations au sein du Comité des ministres. La présidence portugaise et la vice-présidence polonaise sont fières d'avoir réussi à mettre en œuvre avec succès le mandat confié par les ministres à Stavanger, et nous remercions tous les États membres pour leur coopération, leurs contributions et leur esprit de compromis. Une reconnaissance particulière va au Secrétaire exécutif, qui a joué un rôle majeur dans cette réalisation.

Les principales caractéristiques du nouveau statut sont les suivantes :

Réaffirmant la nécessité d'une approche pluridisciplinaire pour faire face à la situation de la drogue, qui est la principale caractéristique du Groupe Pompidou depuis sa création en 1971 ;

L'extension du mandat du groupe pour englober les dépendances et les comportements de dépendance liés à des substances licites, comme l'alcool ou le tabac, et les nouvelles formes de dépendance, comme les jeux d'argent et de hasard sur Internet ;

Mettre l'accent sur le respect et la promotion des droits de l'Homme dans la conception, l'adoption, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques en matière de drogues ;

Développer la compréhension et les réponses aux défis posés par les drogues et les dépendances, en mettant l'accent sur la santé publique, la sûreté et la sécurité ;

Changer le nom officiel du groupe « *Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite de drogues* » en « *Groupe de coopération en matière de drogues et d'addictions du Conseil de l'Europe* » afin de mieux refléter à la fois son identité en tant qu'entité du Conseil de l'Europe et son mandat étendu ;

Favoriser les synergies entre le Groupe Pompidou et ses principaux partenaires au sein et en dehors du Conseil de l'Europe, y compris des organisations de la société civile.

En tant que président en exercice du Conseil de l'Union européenne, le Portugal s'est également félicité des nouvelles possibilités offertes par le statut révisé pour renforcer la coopération entre le Groupe Pompidou et l'Union européenne, y compris la possibilité pour cette dernière de devenir membre du Groupe.

L'adoption du statut révisé ouvre de nouvelles perspectives à notre action et offre un cadre politique et juridique ambitieux sur lequel fonder les développements des années et décennies à venir.

Parallèlement à l'adoption du statut révisé, la célébration du 50^e anniversaire du Groupe Pompidou a donné lieu à toute une série d'événements tout au long de l'année 2021. C'est un événement majeur qui a eu lieu le 28 octobre au Centre Pompidou à Paris, au cours duquel les réalisations du Groupe au cours de cinq décennies d'évolution des politiques en matière de drogues ont été présentées, tout en débattant des développements récents et des activités futures visant à promouvoir une approche des politiques en matière de drogues et de toxicomanies fondée sur les droits de l'Homme et la santé publique. Une audition du président des Correspondants permanents par le Comité des Ministres a également eu lieu le 10 novembre à Strasbourg,

la première du genre depuis la création du Groupe. Plus de détails sur les célébrations de l'anniversaire sont contenus ci-dessous dans le rapport du Secrétaire exécutif.

En ce qui concerne les nombreuses autres activités et réalisations de la période, qui sont résumées dans les différentes sections ci-dessous, la présidence portugaise et la vice-présidence polonaise tiennent à mettre en lumière :

Le nouvel outil d'auto-évaluation des droits de l'Homme, unique en son genre, créé par le Groupe Pompidou, aborde les questions clés de l'évaluation pratique de la conformité des politiques en matière de drogues avec les obligations en matière de droits de l'Homme découlant de la Convention européenne des droits de l'Homme et/ou des conventions pertinentes des Nations unies. Lancé en 2020 à l'initiative de la présidence portugaise, ce nouvel outil d'auto-évaluation aborde les questions clés de l'évaluation pratique de la conformité des politiques en matière de drogues avec les droits de l'Homme. C'est un honneur pour le Portugal d'avoir présidé le groupe d'experts chargé de l'élaboration de cet outil et nous attendons avec impatience sa mise en œuvre ;

L'expansion continue du Réseau méditerranéen de coopération (*MedNET*) du Groupe Pompidou, qui a célébré son 15^e anniversaire en 2021 et a gagné deux nouveaux pays participants (l'Espagne en 2019 et la Slovénie en 2022) ;

Le lancement de l'*International Drug Policy Academy* en 2020, qui constitue une étape importante consolidant le renforcement des capacités du Groupe Pompidou. Le premier cours exécutif s'est déroulé avec succès entre août 2021 et avril 2022 ;

Le travail de pionnier mené par le Groupe Pompidou pendant la crise du COVID, en coopération avec *Correlation - European Harm Reduction Network*, donnant la parole aux personnes qui consomment des drogues et à d'autres communautés marginalisées et mal desservies, ainsi qu'aux travailleurs sociaux et de santé qui fournissent des services dans des conditions difficiles ;

La mise en place d'un « réseau de soutien pour les professionnels » dans le cadre de l'activité « Répondre aux défis posés par la drogue aux réfugiés, aux migrants et aux personnes déplacées » ;

L'élaboration du Manuel européen de l'aviation générale ;

La publication sur « Les droits de l'Homme et les personnes qui utilisent des drogues dans 17 pays MedNET.

Engagée à renforcer la pertinence politique et la visibilité du Groupe Pompidou, la présidence a également fait plusieurs déclarations publiques (voir annexe I).

Enfin et surtout, le Groupe Pompidou a participé activement aux sessions successives de la Commission des stupéfiants (CND) entre 2019 et 2022, en organisant ou en parrainant un grand nombre d'événements parallèles. À chacune de ces occasions, la présidence portugaise a prononcé une déclaration politique lors de la session plénière au nom du Groupe. Elle a également apporté une contribution substantielle aux éditions 2019 et 2022 de la Conférence européenne sur les comportements addictifs et les dépendances - « *Lisbon Addictions* », un événement multidisciplinaire majeur qui a présenté les dernières connaissances scientifiques et fourni un forum pour le travail en réseau dans tout le domaine des addictions.

La présidence portugaise et la vice-présidence polonaise sont convaincues que le Groupe Pompidou et ses activités au cours de ces quatre années ont contribué à mettre en lumière et à renforcer les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe - la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit - et que les résultats obtenus ont pleinement répondu aux attentes ambitieuses que nous avons à Stavanger. Avec l'adoption du statut révisé par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 16 juin 2021, le Groupe Pompidou dispose d'une base renouvelée pour façonner son avenir en tant que point de référence international clé pour les droits de l'Homme dans les politiques en matière de drogues et de toxicomanie.

Présider le Groupe Pompidou a été un plaisir, et nous remercions tous les États membres, le Secrétariat, les organisations internationales et les autres partenaires coopérants pour leur soutien et leur collaboration. Il nous appartient maintenant de construire sur cette base solide, et nous exprimons notre pleine confiance en la future direction du Groupe Pompidou (Italie et Suisse) pour encourager encore plus le développement du Groupe au cours des trois prochaines années.

Joao Goulão
Président des Correspondants permanents

Résumé du Secrétaire exécutif

Adoption du statut révisé et intégration du Groupe Pompidou dans le cadre stratégique général du CdE

L'adoption du statut révisé est une étape majeure dans l'histoire du Groupe Pompidou. Elle dote le Groupe d'un cadre juridique et politique ambitieux, sur lequel il pourra s'appuyer dans les années et décennies à venir. Elle souligne la pertinence et la valeur ajoutée du Groupe sur la scène internationale et renforce son identité en tant qu'entité à part entière du Conseil de l'Europe.

En conséquence, le Groupe Pompidou agit désormais pleinement dans le cadre stratégique pluriannuel du Conseil de l'Europe, comme en témoigne la décision de raccourcir la prochaine période de travail (2023-2025) pour la faire coïncider avec le propre calendrier du Conseil de l'Europe (2022-2025). Des efforts renouvelés ont également été déployés pour créer des synergies avec d'autres entités du Conseil de l'Europe, comme le précise le règlement intérieur des Correspondants permanents qui a été adopté conformément au statut.

Un effort particulier a également été fait pour renforcer la coopération avec les principaux partenaires du Groupe Pompidou sur la scène internationale. Cela a conduit à la décision de l'ONU DC et de l'Organisation mondiale de la santé de devenir des observateurs permanents au sein des organes statutaires du Groupe, respectivement en juin 2020 et en décembre 2021. Cela a également conduit à la mise à jour de l'annexe du protocole d'accord avec l'OEDT en février 2020 et à la signature en février 2021 d'un accord de coopération supplémentaire entre le Conseil de l'Europe et l'Organisation des États américains dans le domaine des politiques en matière de drogues, qui sera mis en œuvre par le Groupe Pompidou et la CICAD.

Célébration du 50^e anniversaire

Sous la devise «*Les droits de l'Homme au cœur des politiques en matière de drogues*», le 50^e anniversaire du Groupe Pompidou a été célébré tout au long de l'année 2021, avec un grand nombre d'événements. Ses points forts ont été :

- ▶ La présentation d'une exposition en ligne lors d'un événement spécial à la session 2021 de la CND en mars. L'exposition a ensuite été présentée à Strasbourg en septembre, à Paris en octobre et à Lisbonne en décembre.
- ▶ L'adoption du statut révisé par le Comité des Ministres le 16 juin. A cette occasion, le Comité des Ministres a également adopté une déclaration sur le 50^e Anniversaire du Groupe Pompidou.
- ▶ Le Second séminaire européen sur les salles de consommation de drogues à Strasbourg le 2 juillet, coorganisé avec la Ville de Strasbourg et l'Association Ithaque qui gère la salle de consommation de drogues de Strasbourg.
- ▶ La publication du 50^e Anniversaire en septembre, faisant honneur aux réalisations d'un demi-siècle du Groupe Pompidou.
- ▶ Un grand événement de célébration au Centre Pompidou à Paris le 28 octobre, avec la participation du Président hongrois du Comité des Ministres et du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- ▶ L'audition du Président des Correspondants permanents par le Comité des Ministres à Strasbourg le 10 novembre.
- ▶ Un événement de clôture «*Symposium sur l'expérience des nouvelles évolutions de la politique en matière de drogues : «Évolution des politiques en matière de cannabis : expériences et enseignements*» à Lisbonne le 15 décembre.

Toutes les informations sur le 50^e Anniversaire sont disponibles sur la page dédiée du [site internet](#) du Groupe Pompidou.

Répondre aux tendances et défis émergents

En avril 2020, alors que la crise du Covid-19 n'en était qu'à ses débuts, le Groupe Pompidou a lancé une plateforme en ligne «*Sauver des vies - Protéger les personnes*», dans le but de recueillir et de présenter des idées innovantes et des interventions pratiques visant à contenir la propagation du Covid-19 et à prévenir les dommages causés aux personnes qui consomment des drogues et à celles qui sont en contact avec elles. Les travailleurs de première ligne ont été invités à présenter leurs idées et leurs actions sur le site web nouvellement créé dans l'une des six langues de la plateforme : anglais, français, allemand, italien, espagnol et russe.

Le Groupe Pompidou a ensuite largement diffusé ces exemples pratiques sur ses canaux de médias sociaux afin que des personnes du monde entier puissent en tirer des enseignements. Ces résultats ont également été relayés par nos organisations partenaires - le réseau européen de réduction des risques Correlation et la Fédération européenne des communautés thérapeutiques Correlation (EFTC).

L'opération a duré près d'un an et les résultats ont été résumés dans une publication intitulée « Covid-19 et les personnes qui consomment des drogues » lancée [en mars 2021](#).

Synergies et contribution aux stratégies et plans d'action du Conseil de l'Europe

Projet « Enfants dont les parents consomment des drogues ».

Ce projet a débuté suite à la participation du Secrétariat du Groupe Pompidou en septembre 2020 à la Task Force du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant, mise en place pour préparer la nouvelle stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant pour la période 2022-2027. Nous avons remarqué que les enfants dont les parents consomment des drogues n'étaient pas pris en compte dans la catégorie des enfants vulnérables dans la future stratégie du Conseil de l'Europe pour les enfants. Par conséquent, le Secrétariat a proposé d'évaluer cette question parmi les États membres du Groupe Pompidou et a invité les Correspondants permanents à participer au projet afin de sensibiliser, d'informer et d'échanger des connaissances, d'identifier les lacunes, les pratiques prometteuses et les recommandations sur la façon dont les pays peuvent développer des interventions pour soutenir les enfants affectés par la consommation de drogues de leurs parents. Une évaluation basée sur une revue de la littérature, des données quantitatives et des groupes de discussion en ligne a été menée dans 10 pays participants : Chypre, Croatie, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Mexique, Roumanie, Pologne, Suisse et Turquie.

Sur la base du travail accompli, une publication ISBN intitulée « Enfants dont les parents consomment des drogues - Pratiques prometteuses et recommandations » a été publiée. Le projet et la publication reçoivent beaucoup d'attention avec des invitations à participer à différentes réunions en Europe, au Mexique et au-delà aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental.

Grâce à la coopération récemment établie, la stratégie pour l'enfance 2022-2027 du Conseil de l'Europe a introduit dans son plan d'action, sous son objectif d'égalité des chances et d'inclusion sociale pour tous les enfants, la cartographie, l'analyse et l'orientation de la situation des enfants souffrant de comportements addictifs et des enfants de parents consommateurs de drogues.

Justice pénale et programme pénitentiaire

Deux cycles de projets ont été / sont mis en œuvre dans le cadre du *Programme Justice pénale et prisons du Groupe Pompidou* (mai 2019-juillet 2021 et mars 2022-février 2024), financés par des contributions volontaires du Luxembourg pour un montant total de 600 000 euros. En raison de l'intérêt croissant des États membres pour le traitement et la réadaptation des personnes souffrant de troubles liés à la consommation de substances psychoactives en milieu carcéral, le programme a été étendu, en plus des pays d'Europe de l'Est, aux réseaux régionaux de coopération pour l'Europe du Sud-Est (juin 2020) et MedNET (janvier 2022) du Groupe Pompidou, grâce à un financement provenant d'autres ressources budgétaires. L'anniversaire des 10 ans du programme en 2022 a été l'occasion d'évaluer son impact, de revoir sa stratégie et de rafraîchir son identité visuelle.

La raison d'être du programme est la prévalence relativement élevée de la consommation de drogues chez les personnes incarcérées et ses conséquences pour le système de santé publique, notamment la propagation de maladies transmissibles par le sang liées à la consommation de drogues injectables et les comorbidités avec les troubles de la santé mentale. Il adopte une approche globale du traitement des addictions fondée sur les principes des droits de l'Homme, qui englobe le traitement clinique, les programmes de réduction des risques et différents types de soutien psychosocial afin de répondre aux besoins complexes en matière de santé et de soins sociaux des personnes incarcérées souffrant de troubles liés à la consommation de substances.

Dans l'ensemble, le programme a contribué à renforcer la protection des droits de l'Homme des personnes incarcérées et consommatrices de drogue et à réduire la charge pesant sur le système de santé publique en répondant mieux aux besoins des personnes consommatrices de drogue et de celles qui travaillent avec elles dans les prisons de l'Europe de l'Est et du Sud-Est. L'accent a été mis sur l'amélioration de la couverture et de la qualité des systèmes de traitement des addictions dans les prisons des pays bénéficiaires et sur l'encouragement actif des changements de politique et de l'échange régional d'expériences sur le traitement et la réinsertion sociale des consommateurs de drogues impliqués dans le système de justice pénale. Une approche basée sur les besoins et la flexibilité pour répondre aux demandes urgentes a été appréciée par les

partenaires comme la caractéristique la plus importante du Programme Justice Pénale et Prison en général. Voici quelques exemples de résultats concrets du programme en 2019-2022 :

- ▶ Consolidation et extension du premier programme de communauté thérapeutique en milieu carcéral en République de Moldavie en apportant la preuve de son efficacité à long terme, en assurant son intégration dans le programme national de traitement et en ouvrant l'accès à des personnes provenant d'autres milieux carcéraux, ainsi qu'en diversifiant les activités de réinsertion liées au programme, notamment avec une phase pré et post-programme, un mentorat entre pairs et une formation à l'entrepreneuriat.
- ▶ Recherche sur l'influence des sous-cultures criminelles sur l'efficacité des interventions de traitement de la toxicomanie dans les prisons moldaves qui a conduit à une première discussion de ce défi parmi le personnel et la direction des prisons et à des recommandations pratiques pour atténuer cette influence sur l'adoption du traitement.
- ▶ Mise en œuvre d'un cours interactif en ligne sur l'administration d'un traitement par agonistes opioïdes (OAT) en détention afin de surmonter le fort taux de rotation du personnel dans les prisons moldaves et pilotage de l'OAT en détention provisoire en Ukraine, contribuant ainsi à la lutte contre la propagation rapide du VIH et de l'hépatite C dans les prisons de la région.
- ▶ Débat national en Géorgie sur l'amélioration de la réadaptation et de la resocialisation des toxicomanes incarcérés et soutien à la mise en œuvre de la première stratégie nationale de prévention de la toxicomanie, dans le cadre d'une réforme en cours de la politique en matière de drogues.

Au niveau régional, le projet a jeté les bases du développement de stratégies politiques visant à améliorer les normes de traitement de la toxicomanie dans les prisons de l'Europe du Sud-Est. Un réseau de praticiens et de décideurs travaillant sur le traitement de la toxicomanie dans le système de justice pénale a été créé dans le but de renforcer la coopération régionale en matière de traitement et de réinsertion des toxicomanes dans les prisons d'Europe du Sud-Est, en renforçant les compétences et les capacités communes pour la mise en œuvre des normes sanitaires internationales.

Le programme « Justice pénale et prisons » a contribué à la mise en œuvre du programme de travail 2019-2022 du Groupe Pompidou en prenant des mesures pour réduire la stigmatisation liée à la drogue et en concevant des interventions spécifiques pour les groupes vulnérables. L'implication active des décideurs politiques et des professionnels dans les travaux du projet pendant les 10 années du Programme, et les discussions sur l'adhésion potentielle au Groupe Pompidou à l'occasion des événements du projet ont également facilité la décision de la Géorgie et de l'Ukraine de rejoindre le Groupe Pompidou en mai 2020 et janvier 2022 respectivement.

Le programme « Justice pénale et prisons » contribue à la mise en œuvre des plans d'action du Conseil de l'Europe en cours en Géorgie, en Moldavie et en Ukraine.

Projet « Lutte contre la consommation et le trafic de drogues illicites en République du Belarus »

Dans la perspective de l'intérêt de la République du Bélarus à accroître la coopération avec le Groupe Pompidou, la mise en œuvre du projet « Lutte contre la consommation et le trafic de drogues illicites en République du Bélarus » a débuté en 2019, contribuant au plan d'action du Conseil de l'Europe pour le Bélarus 2019-2021. Trois principaux volets de coopération ont été identifiés avec les autorités bélarussiennes : la participation des professionnels et des décideurs bélarussiens au débat international sur la politique en matière de drogues ; les échanges sur les exemples de bonnes pratiques et les modes opératoires avec d'autres agents des services répressifs liés à la lutte contre le trafic de drogues ; le développement et l'amélioration des programmes de prévention ciblant les jeunes avec l'implication des travailleurs sanitaires et sociaux. Après un démarrage dynamique, la mise en œuvre s'est ralentie dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et s'est arrêtée suite à la détérioration de la situation politique au Bélarus à la suite des élections d'août 2020. La situation politique ne s'étant pas améliorée en 2021, les Correspondants permanents du Groupe Pompidou ont pris la décision en juin 2021 de suspendre officiellement la coopération avec la Biélorussie, ce qui a entraîné la fin de la mise en œuvre du projet.

Projet « Développement d'un réseau de soutien à la prévention de la toxicomanie pour les parents et les professionnels en Géorgie »

Une contribution supplémentaire est fournie par la mise en œuvre d'un projet d'assistance technique « Développement d'un réseau de soutien à la prévention de la toxicomanie pour les parents et les professionnels en Géorgie ». Il a débuté en juin 2022 pour une période de 19 mois, financé dans le cadre du Plan d'action pour la Géorgie 2020-2023 pour un montant total de 360K€ et avec du personnel de projet embauché à la

fois au bureau de terrain à Tbilissi et au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Le projet soutient la mise en œuvre de la première stratégie nationale de la Géorgie pour la prévention de l'abus de drogues 2021-2026 avec des interventions ciblant les parents ainsi que les professionnels de l'action sociale et de la santé travaillant avec des personnes qui consomment des drogues ou qui risquent de développer des troubles liés à la consommation de substances. Le projet suit une approche à deux volets : (1) prévenir ou retarder le début de la consommation de drogues, et (2) cibler les enfants et les familles vulnérables qui ont déjà commencé à consommer des drogues.

Denis Huber
Secrétaire exécutif du Groupe Pompidou

Résultats et messages clés

Conclusions et observations des membres du Bureau

Mise en œuvre des activités dans le cadre du programme de travail 2019-2022

Activités permanentes :

- ▶ Services de contrôle des drogues dans les aéroports européens (Groupe Aéroports) et dans l'aviation générale
- ▶ Réseau international sur le contrôle des précurseurs
- ▶ Académie internationale de politique des drogues
- ▶ Prix européen de la prévention
- ▶ Réseau MedNET
- ▶ Coopération en matière de politique antidrogue en Europe du Sud-Est (SEE)

Activités ad hoc :

- ▶ Drogues en ligne
- ▶ Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les PDI
- ▶ Mise en œuvre d'une approche sexospécifique dans différents domaines de la politique en matière de drogue
- ▶ Politiques en matière de drogues et droits de l'Homme : outil d'auto-évaluation

Services de contrôle des drogues dans les aéroports européens (groupe Aéroports) et dans l'aviation générale

Description de l'activité:

Fournir un réseau de contact et d'information ainsi qu'une plate-forme pour des réunions annuelles afin d'explorer les paramètres d'une stratégie multidisciplinaire harmonisée pour la détection des drogues dans les aéroports internationaux et dans l'aviation générale, et de renforcer la coopération inter-aéroports en la matière.

Objectif:

- ▶ Améliorer l'échange d'informations entre les services de contrôle des drogues et leurs partenaires concernés dans les aéroports commerciaux internationaux.
- ▶ Examiner les saisies de drogue dans les aéroports européens en coopération avec RILO/WE
- ▶ Construire un réseau d'experts au sein des services de contrôle des drogues dans les aéroports internationaux.
- ▶ Renforcer l'utilisation de techniques spéciales de répression, telles que les livraisons contrôlées entre aéroports internationaux.
- ▶ Suivre les nouveaux développements et les tendances des initiatives législatives au niveau national et international.

Fixez des objectifs:

- ▶ Analyser les tendances, les itinéraires, les risques et les saisies du trafic de drogue dans les aéroports internationaux et dans l'aviation générale.
- ▶ Étudier les risques d'implication du personnel aéroportuaire dans le trafic de drogue (criminalité aéroportuaire).
- ▶ Renforcer les possibilités de formation pour les services de contrôle des drogues afin d'améliorer les capacités de détection et d'enquête.
- ▶ Identifier les stratégies et les *modus operandi* utilisés par les trafiquants / organisations criminelles dans le trafic de drogue et le blanchiment d'argent.
- ▶ Développer un site web pour l'échange d'informations sur les livraisons contrôlées en coopération avec les organisations internationales concernées.

Résultats obtenus:

- ▶ Amélioration du partage d'informations par le biais de réunions annuelles du groupe « Aéroports » et d'un groupe d'experts sur l'aviation générale aux niveaux technique, tactique, opérationnel et judiciaire, avec les autorités réglementaires et les industries aéronautiques, y compris la coopération avec le comité d'experts du Conseil de l'Europe sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- ▶ Mise en place d'une banque de ressources sur les livraisons contrôlées, hébergée par le Groupe Pompidou et gérée en coopération avec Europol, Eurojust, Interpol, OSCE, SELEC et en coordination avec le Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur le fonctionnement des conventions européennes de coopération en matière pénale (PC-OC). Il contient des informations nationales pertinentes relatives aux livraisons contrôlées, y compris la base juridique, les autorités responsables, et l'accès aux points de contact uniques (SPOC) nationaux 24/7 en temps réel.
- ▶ Production du film de formation « The Aircraft » sur le travail des forces de l'ordre contre le trafic de drogue dans l'aviation générale montrant les différentes phases de l'exploitation des renseignements, la préparation des opérations, l'interception et la fouille des avions d'affaires et de leurs passagers et membres d'équipage.
- ▶ Développement du « Manuel européen de l'aviation générale pour les services répressifs » à l'intention des agents répressifs travaillant dans le domaine de l'aviation générale. Le manuel présente le cadre juridique, les meilleures pratiques, les stratégies, les informations de contact et les lignes directrices pour les praticiens dans le domaine de l'aviation générale.
- ▶ Présentation des rapports annuels sur les saisies de drogue dans les aéroports européens en coopération avec RILO/WE.

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022 :

Priorité thématique « *Nouveaux défis* » : La cybercriminalité liée à la drogue

Messages clés et conclusions :

Le trafic aérien commercial et l'aviation générale sont fréquemment utilisés par les organisations criminelles, et il est donc nécessaire d'échanger des informations en permanence. Pendant la pandémie, Interpol a constaté de nombreux changements dans le commerce de la drogue, mais celui-ci n'a pas été perturbé : les organisations criminelles et les trafiquants de drogue s'adaptent très rapidement et facilement à la nouvelle situation. Les bases de données sont essentielles pour rassembler les informations et donner aux pays membres une valeur ajoutée en retour.

Il est important de savoir que le passage au scanner des passagers et des marchandises avant le vol dépend du fait que le vol soit commercial ou privé. Pour les vols commerciaux, les passagers, l'équipage et les bagages passent en général par un scanner, tandis que pour les vols privés, cela dépend de la réglementation locale. Il est également important de savoir que l'équipage est parfois impliqué dans le trafic illégal. Selon le type de vol, l'équipage a des tâches différentes. Pour les vols privés dans des avions de petite taille ou d'affaires, l'équipage sait qui se trouve dans l'avion, il est donc plus probable qu'il soit également impliqué. Pour les vols commerciaux à bord d'un petit avion ou d'un avion d'affaires, l'équipage ne sait pas toujours exactement qui se trouve dans l'avion, ce qui peut donner l'impression qu'il n'est pas impliqué, bien que ce ne soit pas toujours le cas. Pour les vols commerciaux dans de gros avions, il est très peu probable que l'équipage sache ce qui se passe. En outre, il est également important de prêter une attention particulière au pilote de l'avion. Il existe une différence entre les pilotes d'entreprise et les pilotes de ligne, car ils ont des obligations et des licences/certificats différents. Les pilotes d'entreprise inspectent régulièrement le compartiment à bagages et savent ce qui se passe. En revanche, les pilotes de ligne ne seront pas au courant de ce qui se passe dans le compartiment à bagages. En outre, dans certains cas, le prestataire de transport peut également être impliqué dans le trafic.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés d'une part à un environnement très technique avec lequel nos enquêteurs ne sont pas toujours familiers, et d'autre part à une masse considérable d'informations que les forces de l'ordre ont du mal à exploiter au quotidien. Au-delà des autorités militaires qui travaillent à la sécurisation de notre espace aérien et des autorités de l'aviation générale qui travaillent à un mode de transport plus sûr, les organisations criminelles ont parfaitement détecté les opportunités qui se présentent et qui permettent l'importation de drogues en provenance des pays producteurs comme l'Amérique du Sud, le Moyen-Orient ou l'Afrique du Nord, mais aussi l'exportation de drogues de synthèse produites en Europe.

Il est important que les équipes d'inspection reçoivent avant tout une formation appropriée pour obtenir l'expertise nécessaire. En outre, les équipes doivent être pluridisciplinaires, comprenant des maîtres-chiens, des traducteurs, des coordinateurs, des techniciens d'aéronefs, etc. Il est également essentiel que les équipes d'enquête disposent des équipements et des moyens appropriés pour travailler, tels que des véhicules, des salles d'audition, des cellules, etc. En outre, il est essentiel qu'une équipe d'inspection reste toujours en contact avec le procureur et les autorités judiciaires.

La diversité dans les services de police n'a cessé de croître ces dernières années et il est aujourd'hui courant que tous les sexes travaillent ensemble dans un service de police, même si tous les sexes ne sont pas représentés de manière égale. Même si les obstacles (en pourcentage) à l'emploi ont été éradiqués dans la plupart des pays, la culture professionnelle ne change pas si facilement et les forces de l'ordre restent une profession dominée par les hommes, avec des stéréotypes de genre, des préjugés et un seuil professionnel masculin. L'inégalité entre les sexes est profondément ancrée dans le milieu de travail de la police et repose sur les attentes et les attitudes de la société.

Les services répressifs doivent refléter les communautés qu'ils servent. Il est donc essentiel de disposer de services de maintien de l'ordre qui reflètent et sont représentatifs de la population, y compris des femmes et des hommes, qu'ils cherchent à servir. Le lieu de travail des forces de l'ordre ne doit pas être numériquement égal, il doit plutôt être intelligent du point de vue du genre. Des stratégies de recrutement, d'embauche et de maintien en poste intelligentes du point de vue du genre dans les organismes d'application de la loi augmentent le professionnalisme des services de police. Il est important de faire confiance aux institutions de sécurité lorsqu'elles sont responsables, transparentes, réactives et représentatives. Par conséquent, les expériences des femmes et des hommes doivent être prises en compte de manière égale. La discrimination fondée sur le sexe, comme toute autre forme de non-inclusion, nuit au développement et aux efforts de contrôle de la production et du trafic de drogues illicites.

Torbjørn Brekke, Norvège
Bureau responsable de l'activité

Réseau international sur le contrôle des précurseurs

Description de l'activité:

Fournir un réseau de contacts et d'informations ainsi qu'une plateforme pour des réunions annuelles afin d'explorer les paramètres d'un échange rapide et sécurisé de renseignements sur les risques de détournement de (pré)précurseurs et la production de drogues synthétiques et de médicaments contrefaits, en identifiant les tendances du trafic, les *modes opératoires* et les réseaux criminels liés aux précurseurs.

Objectif:

- ▶ Accroître l'efficacité de l'ensemble de la séquence de la justice pénale : boucler la chaîne judiciaire depuis l'identification des envois suspects jusqu'à l'enquête, la collecte de preuves, les poursuites et les sanctions dans les affaires de détournement de précurseurs et de précurseurs, y compris le développement de drogues synthétiques et de médicaments contrefaits.
- ▶ Promouvoir la coopération entre les douanes, la police et les autres organismes chargés de faire respecter la loi, les organismes de réglementation, les scientifiques, les partenaires du secteur privé, les procureurs et les autorités judiciaires, les organisations internationales compétentes et les autres partenaires concernés.
- ▶ Sensibilisation, échange d'informations, activités de formation internationales et renforcement de la confiance en vue d'une meilleure identification des risques et d'une coopération renforcée.
- ▶ Étudier l'effet et les conséquences des dommages environnementaux causés par la production de drogues illégales.

Fixez des objectifs:

- ▶ Analyser les difficultés structurelles qui empêchent une sensibilisation appropriée et des réponses rapides.
- ▶ Promouvoir et renforcer la coopération avec d'autres organismes internationaux pertinents, y compris le monde scientifique, industriel et commercial actif dans le domaine.
- ▶ Analyser et promouvoir des solutions innovantes aux problèmes des déchets toxiques et des dommages environnementaux.
- ▶ Organiser des visites d'étude pour sensibiliser et partager les connaissances sur le fonctionnement de l'industrie chimique, des laboratoires, des centres de formation de la police et des douanes, et d'autres sites pertinents pour la prévention du détournement des (pré)précurseurs.
- ▶ Consolider le réseau d'experts comprenant tous les acteurs dans le domaine des précurseurs et pré-précurseurs de drogues.
- ▶ Faciliter la coopération avec les autorités répressives et judiciaires de la région méditerranéenne, en particulier avec les services de contrôle des drogues des pays MedNET.
- ▶ Assurer un rôle moteur dynamique de synergie et de complémentarité entre les différents forums internationaux compétents dans le domaine des (pré)précurseurs, y compris une approche dynamique avec les pays non-membres du Conseil de l'Europe impliqués dans la production, le commerce et le détournement des (pré)précurseurs.

Résultats obtenus:

- ▶ Renforcement du partage d'informations par le biais de réunions annuelles et de visites d'étude aux niveaux technique, tactique, opérationnel et judiciaire, avec les autorités réglementaires et les industries concernées dans la chaîne de production des (pré)précurseurs.

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022:

Priorité thématique « *Nouveaux défis* » : Défis et réponses aux NPS

Messages clés et conclusions:

L'utilisation de produits chimiques non-inscrits aux tableaux, dont certains sont des « précurseurs de conception » ayant peu ou pas d'utilisation légitime, est devenue un phénomène mondial en pleine expansion. Environ deux tiers des produits chimiques déclarés saisis dans le monde l'année dernière (partagés volontairement

par les gouvernements dans le système PICS de l'OICS) sont de tels produits. Ils sont présents dans toutes les classes de drogues et dans toutes les régions du monde.

Les réseaux criminels impliqués dans la production de drogues de synthèse ont démontré leur résilience et leur capacité à s'adapter à des changements tels que l'interdiction de certains (pré)précurseurs et produits chimiques essentiels en ajustant leurs processus de production. Le mauvais étiquetage est fréquemment utilisé pour la contrebande de produits chimiques utilisés dans la production de précurseurs ou de drogues.

La production de drogues synthétiques génère d'importantes quantités de déchets chimiques, qui sont fréquemment déversés par les producteurs dans des lieux publics et ont un impact très négatif sur l'environnement naturel. Chaque année, des installations de production de drogues à petite et grande échelle sont identifiées et démantelées. Les déchets de production, dont la quantité varie de quelques kilogrammes à plusieurs tonnes, sont soit retrouvés sur les sites de production, soit éliminés de manière inappropriée. Les déchets générés par la production de médicaments sont souvent réactifs, explosifs, inflammables, corrosifs et/ou toxiques et entraînent des coûts de nettoyage importants.

Il existe des différences substantielles entre les États membres en ce qui concerne les différentes autorités responsables de la mise en œuvre, le niveau des ressources humaines allouées et la fréquence des contrôles sur place des titulaires de licences et d'enregistrements. Les principaux précurseurs de drogues traditionnels semblent être surveillés et contrôlés efficacement. Toutefois, cela a conduit au développement de nouveaux « précurseurs de conception ». Le détournement des précurseurs de drogues auxiliaires reste difficile pour des raisons juridiques et demeure insuffisant.

Dans l'ensemble, les notifications de transactions suspectes restent limitées par rapport à l'ampleur présumée des détournements. Le niveau des sanctions pour les infractions et le faible nombre de notifications de transactions suspectes constituent un autre sujet de préoccupation. La taille et la diversification de l'industrie chimique rendent difficile le renforcement de la surveillance et le fait que la production illicite de drogues de synthèse ne soit pas répartie de manière égale entre les États membres constitue un défi pour l'harmonisation des sanctions et pour faire du contrôle des précurseurs une priorité.

Claude Gillard, Belgique
Bureau responsable de l'activité

Académie internationale de politique des drogues - y compris la formation des cadres sur la politique en matière de drogues

Description de l'activité:

L'Académie propose actuellement deux offres de cours : *Executive Training in Drug Policy*, qui existe depuis un certain nombre d'années, et le nouveau, *Drug Policy Executive Course*. Les cours de l'Académie relient la politique, la recherche et la pratique d'une manière unique. Un conseil d'administration, assisté d'un secrétariat, est chargé de mettre en œuvre les activités de l'Académie.

La *formation des cadres est* organisée avec succès chaque année depuis plus de 10 ans, sur un thème spécifique adopté, avec deux séminaires de 4 jours en résidence. Le thème annuel est choisi par les Correspondants permanents des États membres du Groupe Pompidou en fonction de leurs besoins découlant de l'évolution rapide du phénomène de la drogue.

Le « *Drug Policy Executive Course* » est un programme académique structuré de trois modules sur une période d'un an. Le programme combine des séminaires de formation avec des activités d'apprentissage à distance et un test conduisant à un « *certificat en gestion avancée de la politique des drogues* ». Le programme a été élaboré et est mis en œuvre en coopération avec des universités réputées, telles que l'Université de Malte et l'Université de Syracuse à New York. Ce cours est financé par des contributions volontaires et les frais de scolarité.

Objectif:

L'objectif général de l'Académie internationale de politique des drogues est de faciliter le savoir-faire et de renforcer les capacités pour une élaboration, une mise en œuvre, une gestion et une évaluation plus efficaces des politiques en matière de drogues et des programmes connexes.

Fixez des objectifs:

- ▶ Répondre à l'intérêt toujours croissant pour les activités de renforcement des capacités du Groupe Pompidou.
- ▶ Permettre une meilleure compréhension des politiques de lutte contre la drogue qui fonctionnent et des différentes options politiques disponibles dans les contextes pertinents.
- ▶ Améliorer et valider sur le plan académique les compétences liées à l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation et la gestion de la politique en matière de drogues.

Les cours s'adressent aux professionnels des institutions gouvernementales et non gouvernementales qui participent à l'élaboration et/ou à la mise en œuvre des politiques en matière de drogues et/ou qui coordonnent les programmes et services connexes. Les cours sont ouverts à tous les États membres du Groupe Pompidou et du Conseil de l'Europe. La participation d'autres pays intéressés est possible en fonction des capacités disponibles.

Résultats obtenus:

Des formations annuelles *pour cadres ont été* dispensées sur les thèmes suivants de ce programme de travail:

- ▶ Incorporation de la dimension de genre dans la pratique de la politique en matière de drogues et dans la prestation de services (2019)
- ▶ Rôle des différents acteurs dans la prévention des addictions (2020)
- ▶ Mesures visant à réduire la stigmatisation liée à la drogue (2021)
- ▶ Addiction et pratiques en ligne » (2022)

La première édition du *cours exécutif sur la politique en matière de drogues, composée de trois modules, a été dispensée entre août 2021 et mai 2022.*

Au cours du programme de travail 2019-2022, un total de 150 participants ont pris part aux cours proposés par l'Académie.

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022:

Priorité thématique « *Bonne gouvernance* ».

- ▶ Comprendre et mettre l'accent sur les dimensions des droits de l'Homme et des interventions cohérentes en matière de politique de lutte contre la drogue.
- ▶ Évaluation des résultats, des coûts et des conséquences des politiques en matière de drogues.
- ▶ Conscience des conséquences positives et négatives des politiques en matière de drogues.

Priorité thématique « **Développement de la politique internationale en matière de drogues** ».

- ▶ L'accès et la disponibilité des substances contrôlées à des fins médicales.
- ▶ Besoins spécifiques et interventions auprès de différents groupes cibles.

Priorité thématique « **Nouveaux défis** ».

- ▶ Défis et réponses liés aux NPS.

Messages clés et conclusions :

De plus en plus, les gouvernements s'accordent sur les objectifs d'une politique équilibrée en matière de drogues, et une base de connaissances commune est donc essentielle à la poursuite de politiques efficaces dans ce domaine. L'interdépendance des politiques en matière de drogue entre les nations exige également une coopération interpersonnelle faisant appel à des compétences en diplomatie entre les administrateurs et les gestionnaires.

La nature horizontale du problème de la drogue va bien au-delà de la répression et nécessite une intégration entre les secteurs de la santé et du bien-être ainsi qu'une coopération internationale. Outre la nécessité de l'éducation et de la formation pour combler les lacunes dans les connaissances entre les secteurs, les professionnels de la politique en matière de drogue doivent établir une base de connaissances communes à partir de laquelle ils opèrent, afin de soutenir des politiques et des programmes cohérents efficaces et durables. Ainsi, les professionnels de la politique en matière de drogues ont besoin de connaissances et de compétences qui favorisent l'adoption de nouvelles approches entrepreneuriales et novatrices associant les politiques de répression à la prévention, à la réduction des risques, au traitement, à la réinsertion sociale et à la guérison.

Par conséquent, il existe un vaste besoin mondial d'éducation et de formation pour préparer les professionnels de la politique en matière de drogues à élaborer, mettre en œuvre, évaluer et maintenir des politiques, programmes et services efficaces en matière de drogues. Jusqu'à récemment, il y avait un manque d'éducation et de formation formalisées dans le domaine de la politique des drogues pour répondre à ce besoin. Depuis l'introduction de la formation exécutive en 2010, ce type de renforcement des capacités fait partie de la mission principale du Groupe Pompidou et a favorisé la mise en réseau et l'apprentissage coopératif en Europe et au-delà.

L'Académie internationale pour la politique des drogues a maintenant l'occasion de montrer son potentiel pour répondre à ces défis avec le nouveau cours exécutif sur la politique des drogues, qui vient s'ajouter aux formations pour cadres. L'expérience de la première édition du cours a dépassé les attentes, tant du côté des participants que du corps enseignant. Cela démontre que le Groupe Pompidou est en mesure de répondre aux besoins de ses membres en préparant de manière adéquate les professionnels à travailler efficacement dans tous les secteurs et toutes les disciplines en matière de politique des drogues.

Richard Muscat, Malte
Janusz Sieroslowski, Pologne
Bureau responsable des activités

Prix européen de la prévention

Description de l'activité:

Depuis 2004, le Groupe Pompidou décerne le *Prix européen de la prévention* à des projets innovants menés par des jeunes pour des jeunes. Les projets soumis sont soigneusement évalués par un jury de jeunes, âgés de 18 à 23 ans, qui reçoivent, si nécessaire, le soutien d'un groupe consultatif de trois experts en prévention des drogues. Ils présélectionnent de manière autonome les projets les plus intéressants et choisissent les lauréats qu'ils considèrent comme les plus innovants en matière de prévention des drogues et d'implication des jeunes.

Objectif:

Le Prix européen de la prévention vise à reconnaître la participation active des jeunes à la création d'un environnement meilleur et plus sain pour toutes les communautés au niveau paneuropéen. En outre, le prix démontre et récompense l'implication directe des jeunes dans la prévention de l'addiction, de la conception à la mise en œuvre du projet.

Fixez des objectifs:

Promouvoir les avantages de la participation des jeunes à la prévention des drogues par le biais de :

- ▶ donner aux jeunes la possibilité d'avoir leur mot à dire dans le programme, les encourageant ainsi à continuer à exprimer leurs opinions et leurs idées à l'avenir ;
- ▶ permettre aux jeunes d'assumer leurs responsabilités vis-à-vis d'eux-mêmes, de leurs pairs, de leur famille et des autres ;
- ▶ apporter de nouvelles perspectives et de nouveaux éclairages à la prévention des addictions, en s'appuyant sur l'expertise des jeunes sur leurs propres conditions sociales et culturelles ;
- ▶ contester les stéréotypes négatifs qui catégorisent les jeunes indifférents aux questions qui les concernent.

Résultats obtenus:

- ▶ Le Prix européen de la prévention 2021 a été décerné à trois projets de Belgique, de Lituanie et de Pologne à l'occasion de la célébration du 50th anniversaire du Groupe Pompidou à Paris le 28 octobre 2021 au Centre Pompidou. Les lauréats ont reçu un trophée, un diplôme et un prix de 5 000 €.

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022:

Priorité thématique « Bonne gouvernance » : Mesures visant à réduire la stigmatisation liée à la drogue.

Priorité thématique « Développement de la politique internationale en matière de drogues » : Des interventions ciblées pour différents groupes d'âge.

Messages clés et conclusions:

Le Groupe Pompidou estime qu'une participation significative des jeunes améliore les chances de réussite de la prévention de la toxicomanie pour réduire les dommages liés à la drogue et créer des citoyens et des communautés plus sains dans toute l'Europe. 53 candidatures provenant de 28 pays en 2021 montrent la popularité du prix et la qualité des projets gagnants et présélectionnés qui apportent une contribution précieuse aux efforts de prévention de l'addiction.

Franz Pietsch, Autriche
Bureau responsable de l'activité

Réseau MedNET

Description de l'activité:

MedNET est le réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les toxicomanies du Groupe Pompidou, créé en 2006.

Le réseau est actuellement composé de 18 pays : 11 membres du Groupe Pompidou (Chypre, Croatie, France, Grèce, Italie, Malte, Maroc, Portugal, Slovénie, Suisse, Turquie) et 7 non-membres (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Palestine, Espagne, Tunisie).

But et objectifs :

Promouvoir la coopération, les **échanges** et le transfert mutuel de connaissances entre les pays des deux rives de la Méditerranée, en tenant dûment compte des droits de l'Homme et de l'égalité des sexes, ainsi que de l'interaction entre la politique, la pratique et la science, en impliquant la société civile.

Résultats obtenus:

- ▶ Des programmes de travail annuels répondant aux besoins nationaux et régionaux ont été mis en œuvre (voir les rapports d'activité MedNET 2019, 2020, 2021, 2022).
- ▶ Prévention des comportements addictifs avec développement de matériel de formation.
- ▶ Collecte de données fiables, objectives et comparables via la méthodologie révisée de MedSPAD en Égypte (MedSPAD II), au Maroc (MedSPAD IV) et en Tunisie (MedSPAD III) pour les inclure dans la publication régionale MedSPAD 2022 ISBN et pour soutenir les observatoires nationaux.
- ▶ Réponses socio-sanitaires aux réponses aux addictions, y compris la réduction des risques et des dommages.
- ▶ Formation en addictologie du personnel médical au Liban, au Maroc et en Tunisie.
- ▶ Sensibilisation aux droits de l'Homme des personnes qui consomment des drogues, avec discussion et élaboration d'un rapport en 2020 et une première publication ISBN en 2022.
- ▶ Évaluation externe positive de 15 ans de MedNET (voir le rapport 2021).
- ▶ Étude de faisabilité d'un projet sur la criminalité et la santé en milieu carcéral.

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022:

Les discussions et les deux publications sur les droits de l'Homme ont été initiées à la suite de la « Déclaration de Stavanger » adoptée lors de la conférence ministérielle du Groupe Pompidou en novembre 2018, qui a réaffirmé l'accent mis sur « les droits de l'Homme comme pierre angulaire fondamentale de la politique en matière de drogues », conformément à la mission essentielle du Conseil de l'Europe.

Priorité thématique « **Bonne gouvernance** ».

- ▶ Comprendre et mettre l'accent sur les dimensions des droits de l'Homme et des interventions cohérentes en matière de politique de lutte contre la drogue.

Priorité thématique « **Développement de la politique internationale en matière de drogues** ».

- ▶ Besoins spécifiques et interventions auprès de différents groupes cibles.
- ▶ Renforcer la dimension sexospécifique dans la politique en matière de drogues.

Messages clés et conclusions:

Même si l'état d'urgence causé par la pandémie a entravé les voyages et les connexions, le réseau a prouvé sa grande résilience, grâce à la forte coopération et à la synergie en place entre les pays participants, qui ont permis d'obtenir des résultats efficaces et efficaces.

Nous sommes convaincus que la fin de l'urgence pandémique signera le retour aux niveaux d'échange et de coopération qui ont caractérisé ce réseau depuis sa fondation : le fait qu'en 2022, la réunion plénière du 28^e se soit enfin tenue en personne à nouveau, à Nicosie, après deux années de perturbation, représente certainement un auspice positif.

Pourtant, au cours des années prises en compte, de 2019 à 2022, le réseau a eu un impact positif de grande ampleur : il a soutenu la mise en œuvre de projets et d'initiatives répondant aux besoins nationaux et régionaux,

avec un impact direct et bénéfique sur les communautés ciblées ; il a favorisé l'échange de savoir-faire et de bonnes pratiques, en offrant au personnel médical des pays impliqués des formations spécifiques et en diffusant une sensibilisation aux questions clés ; il a permis la collecte de données fiables et comparables grâce à la méthodologie MedSPAD actualisée.

Enfin, nous nous félicitons de l'élargissement du MedNET, et nous espérons qu'à l'avenir d'autres pays le rejoindront, participant ainsi à l'échange de connaissances et de savoir-faire qui constitue le fondement de ce réseau de coopération.

Elisabetta Simeoni, Italie
Bureau responsable de l'activité

Coopération en matière de politique antidrogue en Europe du Sud-Est (SEE)

Description de l'activité:

La coopération en matière de politique antidrogue en Europe du Sud-Est se concentre sur quatre domaines thématiques : (1) la collaboration opérationnelle contre le trafic de drogue entre les policiers et les douaniers travaillant dans les aéroports de l'Europe du Sud-Est, (2) le développement de systèmes complets de traitement de la toxicomanie dans les prisons, (3) le rôle de la police dans la prévention de la toxicomanie, (4) l'élaboration d'outils d'auto-évaluation et d'auto-assistance en ligne.

Objectif:

La coopération en matière de politique des drogues en Europe du Sud-Est vise à *encourager la coopération* entre les autorités et les professionnels de la drogue dans la région.

Fixez des objectifs:

- ▶ Développer activement la coopération en matière de politique antidrogue en Europe du Sud-Est ;
- ▶ Renforcer le dialogue et l'échange pratique de connaissances et d'expériences entre les États membres ;
- ▶ Soutenir l'élaboration de politiques cohérentes en matière de substances psychoactives, en s'attachant à obtenir des résultats clairs et tangibles.

Résultats obtenus:

Aéroports :

Selon les résultats de l'évaluation d'impact menée sur les travaux du Groupe de coopération des aéroports de l'Europe du Sud-Est (CGSEEA) couvrant deux cycles du programme de travail, les membres du groupe (un policier désigné et un douanier participant activement de 12 des 14 pays de l'ESE) apprécient hautement le format de coopération mis en place dans le groupe. Les réunions plénières annuelles consacrées à l'échange de connaissances, de tendances et de *modus operandi* sont conçues en tenant compte de la complexité de leur travail et de la menace constante que le trafic de drogue fait peser sur la société. Les réunions techniques axées sur les résultats des opérations conjointes annuelles et permettant aux membres d'acquérir des compétences techniques dans des domaines tels que l'analyse comportementale et l'analyse des risques à partir des données des dossiers passagers, complétées par l'utilisation régulière d'un canal d'information sécurisé au sein du groupe, sont considérées comme répondant au besoin d'un échange permanent et rapide d'informations dans un cadre bien défini et conduisent à de meilleurs résultats opérationnels.

Les prisons :

Malgré les retards liés à la pandémie de Covid-19 et à l'obtention de financements, un premier résultat tangible de l'activité a été la mise en place d'un réseau de praticiens travaillant dans les prisons et de décideurs de l'administration nationale impliqués dans la conception et la mise en œuvre d'interventions de traitement des drogues dans le système de justice pénale. Le réseau est constitué d'un groupe permanent et actif de professionnels de 11 des 12 pays membres du Groupe Pompidou dans la région. Deux réunions en ligne et deux visites d'étude ont permis de jeter les bases de la coopération. À moyen terme, les interactions régulières au sein de ce réseau devraient permettre de renforcer la coopération régionale en matière de traitement et de réinsertion des toxicomanes en milieu carcéral, grâce au renforcement des compétences et des capacités conjointes pour la mise en œuvre des normes sanitaires internationales.

Le document d'orientation sur l'élaboration de stratégies visant à améliorer les normes de traitement de la toxicomanie dans le système de justice pénale a été finalisé sous la forme d'un groupe de travail et devrait être utilisé comme outil d'évaluation du niveau de mise en œuvre de certaines recommandations internationales dans les pays d'Europe du Sud-Est. Les travaux ont commencé par l'élaboration d'une banque de ressources qui fournit une base de connaissances pour le développement de programmes et de stratégies de traitement et de réinsertion sociale des détenus toxicomanes. Pour informer le développement de la banque de ressources, un exercice de cartographie a été mené avec les contributions des membres du groupe sur les besoins actuels de formation et les ressources nationales disponibles pour le traitement des troubles liés à la consommation de substances dans les prisons de la région.

La police :

Lors de trois séminaires organisés par le Groupe Pompidou sur la redéfinition du rôle de la police dans la prévention de la toxicomanie, les officiers de police participants et d'autres professionnels travaillant dans le domaine de la prévention de la toxicomanie ont obtenu des informations sur les expériences faites avec différents concepts et stratégies d'implication de la police dans la prévention de la toxicomanie et ont échangé sur la faisabilité de nouvelles approches pour l'avenir. Les discussions ont permis d'identifier trois domaines principaux dans lesquels le groupe souhaite contribuer à la réorientation du rôle et de la valeur ajoutée de la police dans la prévention de la toxicomanie : la conception d'un cadre de compétences de base pour les officiers de police impliqués dans les programmes de prévention de la toxicomanie ; l'identification d'outils pour évaluer la contribution de la police aux interventions de prévention de la toxicomanie ; le développement d'orientations pour la prévention des traumatismes et de la consommation de substances psychoactives au sein des forces de police.

Bien que cette activité ait été lancée dans le cadre de la Coopération pour l'Europe du Sud-Est, étant donné l'intérêt porté au sujet par d'autres États membres du Groupe Pompidou en dehors de la région ESE dès le début, l'activité a été étendue et est devenue une activité ad hoc mise en œuvre au niveau du programme de travail du Groupe Pompidou.

Outils en ligne :

Après la phase I du projet sur les interventions sur Internet avec la livraison de l'outil d'évaluation de la consommation de drogues « drughelp.eu » en 2018, la phase II est maintenant terminée avec l'outil d'auto-assistance en ligne pour les personnes consommant des drogues « Escreeen ». Ce nouvel outil est basé sur des éléments interactifs, qui aident les personnes consommant des drogues à se faire une idée de leur comportement de consommation. Sur la base des informations saisies par les utilisateurs de l'outil, le programme fournit une présentation détaillée des aspects liés à la consommation dans leur vie, associée à du matériel d'information comprenant des conseils sur la manière de modifier, de modérer ou d'arrêter avec succès la consommation de drogues.

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022 :

Priorité thématique « **Bonne gouvernance** ».

- ▶ Mesures visant à réduire la stigmatisation liée à la drogue.
- ▶ Rôle des politiques en matière de drogues dans la prévention des risques et sensibilisation aux conséquences positives et négatives des politiques liées aux drogues.
- ▶ Approche de l'application de la loi fondée sur les droits de l'Homme.
- ▶ Le rôle de la police dans la prévention de la toxicomanie.
- ▶ Priorité thématique « **Développement de la politique internationale en matière de drogues** ».
- ▶ Besoins spécifiques et interventions auprès de différents groupes cibles.
- ▶ Renforcer la dimension sexospécifique dans la politique en matière de drogues.
- ▶ Priorité thématique « **Nouveaux défis** ».
- ▶ Défis et réponses liés aux NPS.
- ▶ Outils en ligne d'auto-assistance et de traitement.

Messages clés et conclusions :

Aéroports :

Le travail au sein du Groupe de coopération des aéroports de l'Europe du Sud-Est (CGSEEA) a contribué à renforcer la confiance et les partenariats entre les pays participants de l'ESE sur le plan opérationnel et a permis au groupe de poursuivre un objectif commun malgré les différences culturelles et politiques au niveau régional. Après 8 ans d'existence, la CGSEEA reste une initiative unique en son genre, sans qu'aucun format de coopération régionale ne se chevauche dans le domaine des drogues.

Les prisons :

Le groupe de coopération sur le développement de systèmes complets de traitement de la toxicomanie dans les prisons a créé un réseau régional indispensable dans un domaine où les bonnes pratiques existent à peine, malgré les défis communs auxquels sont confrontées de nombreuses prisons européennes. À long terme, les échanges au sein du réseau devraient permettre une gestion des politiques plus efficace en termes de

ressources dans le domaine de la santé en milieu carcéral et la diffusion de pratiques vécues et de solutions aux défis existants. Ils devraient également conduire à une meilleure prise de conscience, aux niveaux national et international, des besoins des personnes souffrant de troubles liés à la consommation de substances psychoactives en prison ainsi que des professionnels qui travaillent avec elles.

Police :

Il est nécessaire d'élargir l'interprétation du rôle de la police dans la prévention de la drogue aux domaines de la lutte contre la violence domestique et de la création d'un environnement sûr pour les enfants. De cette façon, la proximité de la police avec la communauté peut être mise à profit et sa contribution aux objectifs de la politique en matière de drogues peut être accrue et reconnue.

Outils en ligne :

L'outil d'auto-assistance en ligne pour les personnes consommant des drogues, « Escreen », permet de mieux comprendre les comportements de consommation de substances et de disposer de conseils pratiques pour changer ces habitudes.

Joze Hren, Slovénie
Bureau responsable de l'activité

Drogues en ligne

Description de l'activité:

Ce groupe d'experts offre une plate-forme aux agents et experts des services répressifs pour la coopération sur la criminalité liée à la drogue en ligne, en mettant en relation les spécialistes des services répressifs (douanes, police, procureurs, juges, spécialistes de la criminalité informatique, enquêteurs spécialisés), les scientifiques et les chercheurs, les organisations internationales concernées et les partenaires du secteur privé, notamment les entreprises informatiques, les spécialistes des monnaies virtuelles, les experts en sécurité, les entreprises de courrier et de courrier express et les fournisseurs d'accès à Internet.

Objectifs:

- ▶ Examiner les menaces spécifiques qui pèsent sur la société en matière de trafic de drogue et de blanchiment d'argent en utilisant le commerce en ligne, les techniques d'anonymisation, les installations de l'internet et du darknet, y compris les médias sociaux, et en recourant aux services de courrier et de messagerie express.
- ▶ Augmenter l'efficacité de l'ensemble de la séquence pénale : boucler la chaîne judiciaire depuis l'identification des envois suspects jusqu'à l'enquête, la collecte des preuves, la remontée des pistes, les poursuites et les sanctions dans les affaires de vente de drogue en ligne et de blanchiment d'argent, notamment par le biais des crypto-monnaies.
- ▶ Promouvoir la coopération entre les douanes, la police et les autres organes répressifs compétents, les scientifiques et les chercheurs, les partenaires du secteur privé, notamment l'Union postale universelle et le secteur des sociétés de courrier et de courrier express, les procureurs et les autorités judiciaires, les organisations internationales compétentes et les autres partenaires concernés.

Fixez des objectifs:

- ▶ Créer un réseau pour développer l'expertise, la sensibilisation et la diffusion des meilleures pratiques.
- ▶ Fournir des informations sur les développements du World Wide Web (surface-net, deep-net et darknet) en identifiant les nouvelles tendances et les développements.
- ▶ Fournir un forum pour la sensibilisation, l'exploration, le développement et l'étude de nouvelles méthodes d'investigation.

Résultats obtenus:

- ▶ Partage d'exemples de nouvelles pratiques sur les actions contre la cybercriminalité liée à la drogue et les techniques de blanchiment d'argent basées et l'utilisation de crypto-monnaies.
- ▶ Format coordonné de savoir-faire pour rendre compte des développements concernant le suivi et l'analyse des envois par courrier et par service de messagerie.
- ▶ Renforcement des contacts et de la coopération au niveau international avec le secteur privé en matière d'enquête et de détection des ventes de drogue en ligne et des livraisons par les services postaux et de messagerie.

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022:

Priorité thématique « Bonne gouvernance »: Approche de l'application de la loi fondée sur les droits de l'Homme.

Priorité thématique « Nouveaux défis »: La cybercriminalité liée à la drogue

Messages clés et conclusions:

Les marchés de la drogue en ligne font partie du crime organisé transnational qui devient de plus en plus sophistiqué et bien organisé. L'évolution des marchés en ligne a entraîné un changement non seulement dans la manière dont les opérations de drogue en ligne sont menées, mais aussi dans la manière dont les drogues sont livrées à l'acheteur.

Le commerce électronique dans la vente de drogues illicites est devenu une activité encore plus florissante depuis par les restrictions de la pandémie de Covid-19 auxquelles le monde criminel a rapidement répondu: les stupéfiants et la plupart des autres biens illégaux échangés le sont largement sur internet/darknet. Les

trois piliers du commerce électronique sont : internet, le transport et les crypto-monnaies. Une augmentation continue du trafic international par envois postaux est observée globalement au même moment dans le monde entier. En Europe occidentale, en particulier, la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas sont devenus des plaques tournantes majeures. Le volume des envois postaux rend la détection improbable et présente donc peu de risques pour les trafiquants. Le risque est encore réduit par l'anonymat du vendeur grâce à l'utilisation de faux identifiants Internet et au cryptage.

Parallèlement, le volume de données personnelles stockées par les particuliers et les entreprises a augmenté de manière exponentielle au cours des dernières années. Ces données stockées peuvent être d'une grande utilité en tant que preuves dans le cadre d'enquêtes criminelles. Toutefois, l'accès à ces données dans le cadre d'enquêtes criminelles est soumis à un certain nombre de restrictions. Les obligations des services répressifs en matière de preuve requièrent des normes élevées en matière de preuves et des connaissances médico-légales spécialisées. Les services répressifs ont prouvé leur capacité à s'adapter à ces technologies et, ce faisant, à améliorer la qualité des preuves recueillies dans le cadre des enquêtes.

Franz Pietsch, Autriche
Bureau responsable de l'activité

Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les PDI

Description de l'activité:

Cette activité est une action de suivi du programme de travail 2015-2018 du Groupe Pompidou visant à répondre aux besoins de formation des professionnels travaillant avec les réfugiés, les migrants et les SPDI, à renforcer la coopération et à répondre aux besoins du groupe cible pour des interventions de prévention, de réduction des risques, de soins et de traitement sur mesure, culturellement adaptées et sensibles au genre.

Objectif:

Répondre aux défis liés au sujet par : (i) l'identification et la collecte de pratiques communes et la promotion de la coopération ; (ii) le renforcement des capacités des professionnels travaillant dans le domaine et (iii) la promotion de la coopération internationale au niveau politique.

Fixez des objectifs:

- ▶ Améliorer la coopération entre les professionnels pour renforcer et faciliter le soutien et l'assistance mutuels.
- ▶ Élaborer des documents actualisés sur le travail transculturel en matière de drogues afin d'améliorer les compétences interculturelles pour une prestation de services plus efficace et plus ciblée.
- ▶ Identifier les pratiques potentielles pour des interventions réussies et la prévention des risques d'échec.

Résultats obtenus:

- ▶ Un réseau de soutien des professionnels travaillant avec les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées dans le domaine des addictions a été mis en place ;
- ▶ Six réunions de groupes de travail du réseau de soutien des professionnels ont été organisées ;
- ▶ Une plateforme en ligne de coopération et d'échange a été développée ;
- ▶ Deux séminaires internationaux de renforcement des capacités, en 2019 à Athènes et en 2021 à Palerme, sur le thème « Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les PDI » ont été organisés ;
- ▶ Un manuel et des principes directeurs pour les professionnels travaillant dans le domaine des addictions avec les réfugiés, les migrants et les PDI ont été élaborés.
- ▶ Cette activité a été incluse dans le Plan d'action du Conseil de l'Europe sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe (2021-2025).

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022:

Priorité thématique « Nouveaux défis » : Réfugiés, personnes déplacées et migrants

Messages clés et conclusions:

Il est nécessaire de renforcer en permanence les compétences interculturelles des professionnels travaillant avec les réfugiés et les migrants dans le domaine de la toxicomanie et de la prévention des drogues (professionnels de la santé, personnel psychosocial, agents chargés de l'application de la loi). L'accès des réfugiés et des migrants au système de soins de santé ne doit pas se limiter à la santé physique. Il devrait également inclure l'accès aux services de santé mentale et au traitement des addictions, y compris le traitement par agonistes opioïdes.

Christos Kouimtsidis, Grèce
Bureau responsable de l'activité

Mise en œuvre d'une approche sexospécifique dans différents domaines de la politique en matière de drogue

Description de l'activité:

Élaboration d'un manuel pratique sur la mise en œuvre d'une approche sexospécifique dans différents domaines de la politique en matière de drogue: de la répression aux services de soins et de traitement.

Le groupe d'experts ad hoc était composé de 11 pays (France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Malte, Mexique, Macédoine du Nord, Serbie, Slovaquie, Suisse) ainsi que d'un chercheur du Portugal et d'un autre du Scottish Trans Alliance/Equality Network, qui ont examiné le projet de manuel d'un point de vue trans, y compris non-binaire. Le manuel a également été révisé par l'OEDT.

La méthodologie impliquait la discussion, le débat et le développement du travail. Les décisions étaient toujours prises dans un esprit d'ouverture, de respect, de confiance, de compromis et d'accord commun.

S'appuyant sur des travaux fondés sur des preuves, ce manuel s'appuie sur un important corpus de références bibliographiques à l'intersection des drogues et des questions de genre, compilé par les auteurs.

But et objectifs:

- ▶ Analyser les besoins et faire des propositions d'actions et d'interventions réalisables à entreprendre par les différentes parties prenantes, par les agences gouvernementales et non gouvernementales pour intégrer efficacement les différentes perspectives de genre des personnes qui consomment des drogues dans la planification, la prestation de services et la pratique professionnelle.
- ▶ Identifier les obstacles et les barrières à l'accès aux soins et aux traitements, à l'intégration d'une approche sexospécifique dans les services de police et le système de justice pénale, ainsi que les moyens de les surmonter.

Résultats obtenus:

- ▶ Le manuel a été publié en anglais en avril 2022 en tant que publication du CoE ISBN.
- ▶ La traduction de ce manuel en italien à la demande d'une ONG et en espagnol à la demande du gouvernement mexicain est en cours.
- ▶ Il a servi de document de référence pour les travaux du Groupe européen sur le genre et les drogues, une initiative de l'OEDT et du Groupe Pompidou.
- ▶ Les auteurs ont présenté le manuel lors d'un séminaire sur les agressions sexuelles facilitées par la drogue (DFSA): un défi pour la violence basée sur le genre, le 18 mai 2022 à Rome.
- ▶ Le manuel a été présenté lors du premier événement parallèle de Lisbonne 2022 sur les femmes et les drogues et lors d'une session spécifique sur le genre.
- ▶ Le manuel a également été présenté à la 13th conférence de la Société européenne pour la recherche en prévention, qui s'est tenue à Tallinn, en Estonie, du 28 au 30 septembre 2022, et à le National Drugs Forum 2022 à Dublin, en Irlande, le 2 novembre 2022.

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022:

Priorité thématique «Développement de la politique internationale en matière de drogue»: Renforcer la dimension sexospécifique dans la politique en matière de drogue.

Messages clés et conclusions:

L'intégration de la dimension de genre est fondamentalement alignée sur les valeurs humanistes. Il peut s'agir d'un processus à long terme plutôt que d'un résultat en soi et l'intégration d'une perspective de genre dans la politique en matière de drogues nécessite de prendre en compte les structures organisationnelles, la volonté politique et le contexte économique et social. La réponse plus large à l'intégration de la dimension de genre dans la politique de toute juridiction influencera également les actions et la motivation vers un changement positif. Ce manuel contient des mécanismes et des défis pour intégrer une perspective de genre dans la politique en matière de drogues.

Les praticiens sont souvent à l'avant-garde de la reconnaissance et de la réponse aux aspects sexospécifiques de la consommation de drogues et ont un rôle à jouer non seulement dans le développement d'interventions

répondant aux besoins des femmes et des personnes non binaires en initiant un changement positif et transformateur de genre, mais aussi dans l'acceptation du fait que la gamme de réponses préventives peut se croiser avec le système de justice pénale, le traitement et l'intervention.

Ainsi, afin de créer un outil efficace qui pourrait représenter un support valable pour tous ceux qui sont impliqués dans la prévention et le traitement des addictions et dans la justice pénale, du gouvernement aux professionnels médicaux et sociaux, le manuel a été articulé en différents chapitres fournissant des conseils à la fois aux décideurs politiques et aux praticiens.

Elisabetta Simeoni, Italie
Bureau responsable de l'activité

Politiques en matière de drogues et droits de l'Homme : outil d'auto-évaluation

Description de l'activité :

Grâce à un nouvel outil d'auto-évaluation unique, le Groupe Pompidou aborde de manière pratique les questions clés permettant d'évaluer la conformité des politiques en matière de drogues avec les droits de l'Homme. La principale question centrale est la suivante : Comment mesurer les progrès en l'absence d'indicateurs normalisés pour les nombreux aspects des droits de l'Homme et pour les différents pays ?

Le nouvel outil est un moyen d'y parvenir, car il offre un point d'entrée direct pour l'évaluation des droits de l'Homme dans les principaux aspects de la politique en matière de drogues. Une telle évaluation doit être menée comme un processus de collaboration et de réflexion. Bien entendu, le concept reconnaît la diversité des approches et des contextes d'un pays à l'autre. En reliant les sujets clés aux normes en matière de droits de l'Homme et à des questions d'approfondissement plus spécifiques, nous fournissons un cadre pratique pour étudier et évaluer les implications en matière de droits de l'Homme des lois, politiques et pratiques relatives aux drogues.

Buts et objectifs :

- ▶ Fournir une meilleure compréhension de la manière dont les droits de l'Homme affectent les politiques en matière de drogues et de la manière dont ils peuvent contribuer à réduire les effets involontaires et les conséquences négatives des réponses politiques en matière de drogues et, par conséquent, leurs impacts sur les personnes qui consomment des drogues.
- ▶ Soutenir les États membres pour promouvoir des politiques de lutte contre la drogue plus efficaces et plus humaines en intégrant les Directives internationales sur les droits de l'Homme et la politique en matière de drogues dans l'élaboration des politiques nationales.
- ▶ Fournir aux États membres un outil pour évaluer les implications des dimensions des droits de l'Homme dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique en matière de drogues, ainsi que les obligations liées à l'observation en vertu des instruments juridiques internationaux.

Résultats obtenus :

Un groupe d'experts avec des membres de 12 pays et des contributions de différentes entités du Conseil de l'Europe et du Secrétariat a préparé :

- ▶ Un document de référence complet sur l'approche des droits de l'Homme dans la politique en matière de drogues, ainsi qu'un inventaire des traités et de la jurisprudence en la matière, qui sera mis à jour à intervalles réguliers.
- ▶ Un outil d'auto-évaluation qui permet une auto-évaluation/évaluation interne des politiques et programmes en matière de drogues par rapport aux normes des droits de l'Homme en vertu des instruments juridiques internationaux existants. Il est disponible en version papier, en version web et comme application en ligne d'évaluation rapide.

Contribution aux priorités thématiques du programme de travail 2019-2022 :

Priorité thématique « Bonne gouvernance ».

- ▶ Comprendre et mettre l'accent sur les dimensions des droits de l'Homme et des interventions cohérentes en matière de politique de la drogue ;
- ▶ Référentiel des pratiques appliquées en matière de droits de l'Homme.

Messages clés et conclusions :

Le concept d'auto-évaluation repose sur une série de questions conçues pour permettre aux parties prenantes concernées d'examiner la conformité aux droits de l'Homme de différentes options et interventions en matière de politique des drogues. Conscient des obligations existantes en matière d'établissement de rapports et de la charge de travail élevée, le concept est conçu de manière à ce que des sources d'information facilement disponibles suffisent pour réaliser les évaluations, et que des indicateurs standardisés ne soient pas nécessaires. Pour être pratique, il ne peut être exhaustif et nous reconnaissons que certaines questions ne sont pas incluses. En incluant une sélection de questions clés récurrentes dans les domaines sociaux, de la santé et de la justice

pénale, l'outil est une invitation à travailler au sein et entre les disciplines et les professions pour explorer les progrès, les problèmes et les domaines où les questions relatives aux droits de l'Homme ont pu être négligées.

Le concept prévoit un outil qui est volontaire et à usage non comparatif. L'outil n'est pas un « tableau de bord » comparatif. Il n'y aura pas de base de données centrale ni de normes uniformes permettant de comparer les États entre eux. L'outil est destiné à l'*auto-évaluation* - un processus à entreprendre volontairement.

Nous pensons qu'en procédant de la sorte, nous pouvons réaliser plus efficacement des progrès et des réformes plutôt que d'appliquer une « approche des violations » qui conduirait à la condamnation des politiques. En d'autres termes, l'objectif n'est pas de « nommer et de faire honte », mais de soutenir et d'améliorer. De cette manière, l'application de l'outil permettra de mieux comprendre comment les droits de l'Homme affectent les politiques en matière de drogues et de quelle manière ils peuvent contribuer à réduire les effets non intentionnels et les conséquences négatives des réponses politiques en matière de drogues. En outre, l'outil présente des orientations claires sur les implications et les obligations découlant des instruments juridiques internationaux.

Nous espérons qu'il deviendra une ressource largement utilisée et un atout précieux pour ceux qui s'efforcent de mettre en place des politiques humaines en matière de drogues qui, à leur tour, pourront se refléter dans la dignité accordée à ceux qui consomment des drogues et donc dans la justification solide de ceux qui travaillent en première ligne dans la mise en œuvre de ces politiques humaines en matière de drogues.

Richard Muscat, Malte
Bureau responsable de l'activité

Annexe I : Principaux résultats et produits livrés entre 2019 et 2022

Documents et déclarations politiques

- ▶ Déclarations du Groupe Pompidou aux sessions de la CND (2019, 2020, 2021, 2022)
- ▶ Déclarations de la présidence sur :
 - Déclaration du 26 juin 2019
 - Adoption du statut révisé
 - Les droits de l’Homme au cœur des politiques de lutte contre la drogue
 - Coopération entre le Groupe Pompidou et la CICAD/OEA
 - Relever les défis du COVID19
 - Solidarité avec l’Ukraine : déclaration de la présidence du Groupe Pompidou
- ▶ Document d’orientation sur l’élaboration de stratégies visant à améliorer les normes en matière de traitement de la toxicomanie dans le système de justice pénale (2022)

Publications

- ▶ Covid-19 et les personnes qui consomment des drogues (intervention essentielle pour sauver des vies et protéger les personnes)
- ▶ Les droits de l’Homme dans la politique en matière de drogues : un outil d’auto-évaluation
- ▶ Mise en œuvre d’une approche de genre dans les politiques en matière de drogues : Prévention, traitement et justice pénale
- ▶ Communautés thérapeutiques en milieu carcéral pour les addictions : Un manuel à l’intention des administrations pénitentiaires, des professionnels du traitement et des formateurs.
- ▶ Les enfants dont les parents consomment des drogues : pratiques prometteuses et recommandations
- ▶ Manuel européen de l’aviation générale
- ▶ « Réponses interculturelles aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les PDI » : Un manuel pour les professionnels et les décideurs travaillant dans le domaine de la prévention des drogues, de la santé mentale et des dépendances.
- ▶ Les droits de l’Homme au cœur des politiques de lutte contre la drogue, 50e anniversaire du Groupe Pompidou
- ▶ Les droits de l’Homme et les personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : Situation actuelle dans 17 pays
- ▶ Brochure sur la conférence sur les salles de consommation à moindre risque

Conférences et symposiums

- ▶ Conférence « Coopération internationale pour aligner les politiques en matière de drogues sur les objectifs de développement durable » (2019 Mexico)
- ▶ Deuxième et troisième conférences sur la politique en matière de drogues. Soutien à la mise en œuvre de la stratégie ukrainienne en matière de drogues (2019 Ukraine et 2021 en ligne, co-organisé avec l’UNODC)
- ▶ Conférence « Réhabilitation des prisonniers toxicomanes - Pourquoi s’en préoccuper ? » et document final « Déclaration de Tbilissi » (2020 Géorgie)
- ▶ Symposium international « Les addictions du 21^{ème} siècle : Challenges and Effective Responses » (2021 online)

- ▶ 2ème Symposium du Groupe Pompidou sur l'expérience des nouvelles évolutions de la politique en matière de drogues : « Evolution des politiques en matière de cannabis : expériences et enseignements » (2021 Portugal)
- ▶ Conférence internationale « From stigma to dignity : Partager les perspectives, mobiliser le potentiel », organisée conjointement par le Groupe Pompidou et Santé Canada en coopération avec l'ONU DC et la CICAD (2022 Canada).

Renforcement des capacités

- ▶ Lancement de l'Académie internationale sur la politique des drogues (2019 Pologne)
- ▶ Quatre formations pour cadres sur la politique en matière de drogues (2019 Pays-Bas et Israël), 2020 Norvège et Malte, 2021 Malte et Croatie, 2022 Irlande et Pologne)
- ▶ Séminaire conjoint de renforcement des capacités avec la CICAD/OEA « Les approches de prévention des drogues qui font la différence » (2019 Islande)
- ▶ Trois séminaires du Groupe Pompidou sur la révision du rôle de la police dans la prévention des drogues (2019 Pologne, 2021 Hongrie, 2022 Belgique)
- ▶ Deux séminaires de renforcement des capacités « Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées à l'intérieur du pays » (2019 Grèce, 2021 Italie).
- ▶ Cours exécutif sur la politique des drogues (2021 France et Italie, 2022 Malte)
- ▶ Atelier et recherche sur l'influence des sous-cultures criminelles sur l'efficacité des options de traitement de la toxicomanie dans les prisons moldaves (2019 et 2022).
- ▶ Formation du personnel de la détention provisoire de Lviv sur l'introduction d'un traitement par agonistes opioïdes en milieu carcéral (2021 hybride)
- ▶ Atelier « Soutenir la Géorgie dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention de la toxicomanie 2021-2026 et développer le plan d'action de prévention de la toxicomanie 2021-2022 » (2021 online)
- ▶ Trois visites d'étude pour le groupe de coopération de l'Europe du Sud-Est sur le développement de systèmes complets de traitement de la toxicomanie en prison (2020 en ligne, 2022 Slovénie, 2022 Croatie)
- ▶ Webinaire de formation « Communautés thérapeutiques pour les personnes ayant des besoins spécifiques. Expériences utiles pour les professionnels de la justice pénale d'Europe du Sud-Est » (2022 en ligne)
- ▶ Production du film de formation « The Aircraft » sur le travail des forces de l'ordre contre le trafic de drogue dans l'aviation générale.

Outils

- ▶ Outil d'auto-évaluation en ligne : Les droits de l'Homme dans la politique en matière de drogues
- ▶ Plate-forme COVID 19
- ▶ Cours d'apprentissage en ligne sur le traitement assisté par médicaments pour le traitement des troubles liés à la consommation d'opioïdes, destiné aux professionnels des prisons moldaves
- ▶ Escreen, un outil d'auto-assistance en ligne pour les toxicomanes
- ▶ Banque de ressources sur les livraisons contrôlées

Annexe II: Liste exhaustive des événements et activités mis en œuvre en 2019-2022

2019

Janvier

22-24, Paris (France), Réunions préparatoires des activités répressives 2019

Mars

4-5, Amman (Jordanie), Atelier sur la prévention chez les jeunes

14-22, Vienne (Autriche), Participation à la 62ème session de la Commission des Nations Unies sur les stupéfiants et organisation de quatre événements parallèles:

- ▶ Fer de lance des réformes de la santé en milieu carcéral en Europe de l'Est, organisé par la Moldavie et la Roumanie;
- ▶ Les approches de prévention de la toxicomanie qui font la différence, organisées par la Serbie et l'Islande;
- ▶ Syndrome de dépendance aux opiacés: un cadre réglementaire assurant l'accès au traitement, organisé par Malte, le Portugal et la Suisse;
- ▶ Les substances psychoactives et les ODD - vers une approche globale à l'ère de l'agenda 2030, organisé par la Slovénie, l'Institut UTRIP pour la recherche et le développement et IOGT International.

Mai

21-23, Vienne (Autriche), 6e réunion du groupe de travail sur la cybercriminalité liée à la drogue

28-29, Lisbonne (Portugal), 84ème Réunion des Correspondants permanents

28-29, Budapest (Hongrie), 4e réunion annuelle et 3e réunion technique du groupe de coopération des aéroports de l'Europe du Sud-Est

Février

6, Paris (France), 1ère réunion du Bureau des Correspondants permanents

22-23, Tanger (Maroc), Séminaire régional MedNET sur le traitement des agonistes des opiacés

6, Paris (France), 1ère réunion du Bureau des Correspondants permanents

22-23, Tanger (Maroc), Séminaire régional MedNET sur le traitement des agonistes des opiacés

Avril

2-5, Amsterdam (Pays-Bas), Formation des cadres sur la politique des drogues - Module I

10-11, Paris (France), 10ème réunion du Comité du projet méditerranéen d'enquête sur l'alcool et les autres drogues en milieu scolaire (MedSPAD)

Juin

19-20, Strasbourg (France), 32ème réunion annuelle du Groupe Aéroports

24, Rome (Italie), 24ème réunion plénière du réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les toxicomanies (MedNET)

24-27, Israël, Formation des cadres sur la politique en matière de drogues - Module II

Septembre

19, Paris (France), 2^e réunion du Bureau des Correspondants permanents

20, Thessalonique (Grèce), Symposium sur la mesure de l'efficacité des communautés thérapeutiques en prison, lors de la 17^{ème} Conférence de la Fédération Européenne des Communautés Thérapeutiques

25-26, Reykjavik (Islande), Séminaire "Approches de prévention des drogues qui font la différence".

Novembre

12-15, Varsovie (Pologne), Séminaire 'Le rôle de la police dans la prévention de la drogue'.

18-19, Strasbourg (France), 25^{ème} réunion plénière du réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et de toxicomanies (MedNET)

20-21, Strasbourg (France), 85^{ème} réunion des Correspondants permanents

26-27, La Valette (Malte), 3^e réunion de l'aviation générale

29, Kiev (Ukraine), Atelier sur la réhabilitation par le biais de communautés thérapeutiques en prison lors de la conférence de l'ONU DC sur la politique des drogues en Ukraine

Octobre

1-3, Lisbonne (Portugal), 12^e réunion annuelle du Réseau international sur le contrôle des précurseurs
8-11, Athènes (Grèce), Séminaire "Répondre aux défis liés aux drogues pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées".

21-22, Lisbonne (Portugal), 2^{ème} Conférence européenne sur les soins de santé en prison, co-organisée avec Health Without Barriers

23-25, Lisbonne (Portugal), Participation à la Conférence de Lisbonne sur les addictions 2019 et organisation de deux sessions :

- ▶ "Politique des drogues et droits de l'homme"
- ▶ "Genre et drogues en Europe: questions, défis et perspectives d'avenir dans le domaine des drogues".

30-31, Mexico (Mexique), Conférence "Coopération internationale pour aligner les politiques en matière de drogues sur les objectifs de développement durable".

Décembre

4-5, Strasbourg (France), Réunion du groupe de travail préparatoire, Répondre aux défis liés aux drogues pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées internes

16-18, Bucarest (Roumanie), Visite d'étude des directeurs de prison moldaves en Roumanie

2020

Janvier

28-31, Oslo (Norvège), Formation des cadres sur la politique des drogues - Module I

Février

4, Paris (France), 1ère réunion du Bureau des Correspondants permanents

5-6, Paris (France), Réunions préparatoires des activités des forces de l'ordre

18, Paris (France), Réunion du groupe de travail du Mediterranean School Survey Project on Alcohol and other Drugs in Schools (MedSPAD)

18-19, Tbilissi (Géorgie), Conférence "Réhabilitation des prisonniers toxicomanes - pourquoi s'en soucier ?

18-19, Minsk (Belarus), Lancement du projet de coopération au Belarus

Mars

2-6, Vienne (Autriche), Participation à la 63ème session de la Commission des Nations Unies sur les stupéfiants et organisation de quatre événements parallèles:

- ▶ "Trippin' through nightlife: innovative approaches preventing harms and risks of drug use in recreational settings" - organisateur Lituanie
- ▶ "Le sans-abrisme et la consommation de substances dans les centres-villes: des politiques équilibrées et fondées sur des preuves" - organisateur Grèce
- ▶ "Santé publique, justice et développement: Implementing comprehensive innovative approaches to drug policy" - organisateur Mexique.
- ▶ "Les politiques familiales dans la prévention des drogues" organisée par l'UNICRI.

Mai

12, Réunion du groupe de travail sur la mise en œuvre d'une approche de genre dans différents domaines de la politique des drogues (en ligne)

Avril

7, Paris (France), 11ème réunion du Comité du Projet méditerranéen d'enquête sur l'alcool et les autres drogues en milieu scolaire (MedSPAD) (en ligne)

20, Lancement de la plateforme en ligne "Save Lives - Protect People".

Juin

3, 86ème réunion des Correspondants permanents (en ligne)

9, 2^e réunion du groupe de travail du projet méditerranéen d'enquête en milieu scolaire sur l'alcool et les autres drogues dans les écoles (MedSPAD) (en ligne)

22, 2^e réunion du groupe de travail sur la mise en œuvre d'une approche de genre dans différents domaines de la politique en matière de drogues (en ligne)

23, Première réunion du groupe d'experts sur les politiques en matière de drogues et les droits de l'homme: outil d'auto-évaluation (en ligne)

25, 1ère réunion du groupe de travail "Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées" (en ligne)

Juillet

21, Séminaire conjoint avec l'OAS/CICAD sur l'impact des conséquences économiques mondiales de Covid-19 sur les politiques de lutte contre la drogue (en ligne)

Octobre

27-28, Séminaire de formation "Développer des systèmes complets de traitement de la toxicomanie en prison" (en ligne)

29, 2e réunion du groupe de travail "Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées dans leur propre pays" (en ligne)

Décembre

1, 3e réunion du groupe de travail du Mediterranean School Survey Project on Alcohol and other Drugs in Schools (MedSPAD) (en ligne)

2, Réunion du groupe de travail sur la mise en œuvre d'une approche de genre dans différents domaines de la politique en matière de drogues (en ligne)

3, Séminaire sur "Les addictions comportementales facilitées par les technologies de l'information et de la communication - risques et perspectives" (en ligne)

7, 3ème réunion du groupe de travail "Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées" (en ligne)

16, 7ème réunion du groupe de travail sur les drogues en ligne (en ligne)

17, 13ème réunion annuelle du réseau international sur le contrôle des précurseurs (en ligne)

Septembre

3-4, Séminaire pour les professionnels moldaves sur l'influence des sous-cultures sur l'efficacité des programmes de traitement des drogues en prison (en ligne)

8, 33ème réunion annuelle du Groupe Aéroports (en ligne)

9, 4ème réunion du groupe de travail sur l'aviation générale (en ligne)

15, 2ème réunion du Bureau des Correspondants permanents (en ligne)

16, 2e réunion du groupe d'experts sur les politiques en matière de drogues et les droits de l'homme : outil d'auto-évaluation (en ligne)

16, Réunion du groupe de travail sur la mise en œuvre d'une approche de genre dans différents domaines de la politique des drogues (en ligne)

22-25, La Valette (Malte), Formation des cadres sur la politique des drogues - Module II

29, Séminaire conjoint avec l'OAS/CICAD sur les "Réponses aux politiques de drogues sensibles au genre" (en ligne)

Novembre

12-13, Réunion annuelle du Groupe de coopération des aéroports de l'Europe du Sud-Est (CGSEEA) (en ligne)

17, Séminaire conjoint PG / CICAD 'La prévention dans le contexte de Covid-19' (en ligne)

18, Strasbourg (France), 26ème réunion plénière du réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les toxicomanies (MedNET) (en ligne)

-19, Strasbourg (France), 87ème Réunion des Correspondants permanents (en ligne)

2021

Janvier

- 6 MedNET - lancement du projet "Beyrouth en route" au Liban
- 4, Déclaration de la présidence sur le 50e anniversaire du Groupe Pompidou
- 11, Manuel sur le genre Réunion des responsables de chapitre (en ligne)
- 14, Début des discussions sur le statut révisé au sein du Groupe de rapporteurs du Comité des Ministres (GR-SOC).
- 14, 4e réunion du conseil d'administration de l'Académie internationale pour la politique des drogues (en ligne)
- 22, Réunion du groupe de travail sur le genre à Lisbonne, organisée par l'OEDT (en ligne)
- 22, 3ème réunion du groupe d'experts sur les politiques en matière de drogues et les droits de l'homme : outil d'auto-évaluation (en ligne)

Mars

- 3, Réunion du groupe de travail MedSPAD (en ligne)
- 17, 4ème réunion du groupe de travail "Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées" (en ligne)
- 30, 6ème réunion du groupe de travail sur le genre

Mai

- 20-21, 7ème réunion du groupe de travail sur le genre (en ligne)

Février

- 2-4, Lviv (Ukraine), Formation du personnel de la détention préventive sur la mise en œuvre du traitement de substitution aux opiacés (hybride)
- 12, Réunion sur le genre Chapitre IV (en ligne)
- 18, 1ère réunion du Bureau des Correspondants permanents (en ligne)

Avril

- Lancement de MedSPAD IV au Maroc et de MedSPAD III en Tunisie
- 12-16, (en ligne) Participation à la 64e session de la Commission des Nations unies sur les stupéfiants et organisation de cinq événements parallèles :
 - ▶ La prévention dans la poche de chacun : découvrez les possibilités en ligne" - organisateur Lituanie
 - ▶ L'éducation : une passerelle vers la réintégration sociale" - organisateur Grèce
 - ▶ Promouvoir des attitudes et des actions qui réduisent la stigmatisation de la consommation de drogues et de la toxicomanie - organisateur Malte
 - ▶ Les droits de l'homme en action : Mise en œuvre des directives internationales sur les droits de l'homme et la politique en matière de drogues" - organisateur : le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme.
 - ▶ Promouvoir des politiques et des interventions en matière de drogues fondées sur des données probantes et inscrites dans les droits de l'homme en Europe" - organisateur : l'Association Projecto Hombre.
- ▶ 21, Réunion du comité MedSPAD (en ligne)

Juillet

- 1, Strasbourg (France), Deuxième symposium sur les salles de consommation de drogues
- 2, Atelier "Soutenir la Géorgie dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention des drogues 2021-2026" (en ligne)
- 6-9, La Valette (Malte), Formation des cadres sur la politique en matière de drogues - Module I
- 15, Symposium international "Addictions of the 21st Century: Challenges and Effective Responses" (en ligne)
- 28, 5th Réunion du groupe de travail "Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées dans leur propre pays" (en ligne)

Septembre

- 16, 2e Réunion des Correspondants permanents du Bureau (en ligne)
- 21-23, Palerme (Italie), 2ème séminaire de renforcement des capacités "Répondre aux défis liés à la drogue pour les réfugiés, les migrants et les PDI" et réunion du groupe de travail

Novembre

- 23-24, Strasbourg (France), Réunion annuelle du groupe de travail sur les drogues en ligne
- 24-25, Kyiv (Ukraine), Conférence sur 'La politique des drogues - Soutien à la mise en œuvre de la stratégie ukrainienne en matière de drogues' (co-organisée avec l'UNODC) (en ligne)
- 27-28, Genova (Italie), Participation à la conférence nationale italienne sur les addictions "Au-delà de la fragilité".
- 30 - 3 décembre, Venise (Italie), Cours exécutif sur la politique des drogues - Module II

Juin

- 15, Strasbourg (France), 34th Réunion annuelle du Groupe Aéroports
- 16, Strasbourg (France), 5th Réunion annuelle du groupe de travail sur l'aviation générale
- 29-30, Strasbourg (France), 88e réunion des Correspondants permanents

Août

- 24-27, Strasbourg (France), Cours exécutif sur la politique des drogues - Module I

Octobre

- 5-8, Cavtat (Croatie), Formation exécutive sur la politique des drogues - Module II
- 12-13, Strasbourg (France), 14th Réunion annuelle du réseau international sur le contrôle des précurseurs
- 13-14, Larnaca (Chypre), Réunion annuelle du Groupe des aéroports de l'Europe du Sud-Est
- 21-22, Budapest (Hongrie), 2ème réunion sur le rôle de la police dans la prévention des drogues
- 27, Paris (France), 89ème réunion des Correspondants permanents
- 28, Paris (France), Événement de commémoration du 50e anniversaire au Centre Pompidou ; Cérémonie de remise du Prix de la prévention 2021

Décembre

- 15, Lisbonne (Portugal), 2nd Symposium du Groupe Pompidou sur l'expérience des nouvelles évolutions de la politique en matière de drogues

2022

Janvier

12, Réunion MedSPAD Afrique (UNODC/ MedNET) (en ligne)

13, Communautés thérapeutiques pour personnes ayant des besoins spécifiques. Expériences utiles pour les professionnels de la justice pénale d'Europe du Sud-Est (en ligne)

Mars

14-18, (en ligne) Participation à la 65th session de la Commission des Nations unies sur les stupéfiants et organisation de huit événements parallèles :

- ▶ Enfants et familles affectés par la consommation de drogues des parents: lacunes actuelles et pratiques prometteuses" - organisateur Dianova, Croatie et autres pays;
- ▶ Identifier, suivre et contrôler les produits pré-curseurs de drogues - les gouvernements et les entreprises unissent leurs forces" - événement parallèle conjoint du Groupe Pompidou et de la CICAD/OEA;
- ▶ Collaboration avec la société civile et les gouvernements dans les politiques de lutte contre la drogue - organisateur Lituanie
- ▶ Conduire le changement à partir d'un espace réduit: Challenges to effective civil society participation in drug policy making" - organisateur Civil Society Forum on Drugs (CSFD);
- ▶ La peine de mort pour les infractions liées à la drogue: Latest developments and impact on Foreign Nationals' - organisateur Harm Reduction International (HRI);
- ▶ Droits de l'homme: Le droit à des recours sanitaires, sociaux et judiciaires équitables pour les personnes qui consomment des drogues" - organisateur Malte;
- ▶ L'approche humanitaire de la politique en matière de drogues: opportunités et défis pour une coopération efficace entre les autorités publiques et les organisations de santé" - organisateur Italie;
- ▶ Police et traitement de la toxicomanie ensemble: The Global Emergence of Deflection as a Humanitarian Crime Reduction Approach to Drugs" - organisateur The Police, Treatment, and Community Collaborative (USA), Villa Mariani Foundation (Italie).

Février

2-4, Lviv (Ukraine), Formation du personnel de la détention préventive sur la mise en œuvre du traitement de substitution aux opiacés (hybride)

12, Réunion sur le genre Chapitre IV (en ligne)

18, 1ère réunion du Bureau des Correspondants permanents (en ligne)

Mai

9, Strasbourg, 6e Réunion du groupe de travail du Réseau de soutien des professionnels (SNP) travaillant sur les défis liés aux drogues pour les réfugiés, les migrants et les IDPS.

10-12, Bruxelles/Pajottenland (Belgique), 3ème réunion sur le rôle de la police dans la prévention des drogues

17, Rome (Italie), 90th Réunion des Correspondants permanents

18, Rome (Italie), Séminaire sur les agressions sexuelles facilitées par la drogue (DFSA)

23, 3e Réunion du groupe de travail sur les normes de traitement des personnes souffrant de troubles liés à la consommation de drogues en milieu carcéral (en ligne)

Juillet

11-12, Tbilissi (Géorgie), Lancement du projet "Développement d'un réseau de soutien à la prévention des drogues pour les parents et les professionnels en Géorgie" et visite d'évaluation

Avril

12-13, Strasbourg (France), 15ème réunion annuelle du Réseau international sur le contrôle du détournement des précurseurs

13-14, Strasbourg (France), 9ème réunion annuelle du groupe d'experts sur les drogues en ligne

13, Groupe européen sur le genre et les drogues: réunion technique (en ligne)

19-22, Chisinau (République de Moldavie), Présentation des résultats de la recherche sur les sous-cultures et le traitement des drogues et lancement du cours d'apprentissage en ligne sur le traitement par agonistes opioïdes en prison

26-29, Valetta (Malte), Cours exécutif sur la politique des drogues - Module III

Juin

2, Strasbourg (France), 37ème réunion annuelle du Groupe Aéroports

2-3, Strasbourg (France), 6ème réunion annuelle du groupe de travail sur l'aviation générale

7 3ème réunion du Groupe de travail interinstitutions ONUDC-OMS sur la prévention de la consommation de drogues, le traitement et la prise en charge des troubles liés à la consommation de drogues (en ligne)

10, Formation en ligne MedNET: lancement de la formation avancée de 6 mois en entretien motivationnel pour 12 médecins généralistes, psychiatres et infirmiers de Tunisie.

14, Paris (France), comité MedSPAD

14-16, Ljubljana (Slovénie), 1ère visite d'étude du groupe de coopération de l'Europe du Sud-Est sur le développement de systèmes complets de traitement de la toxicomanie en prison

21-24, Dublin (Irlande), Formation des cadres sur la politique des drogues - Module I

27-29, Genève (Suisse), Contribution à la 1ère Conférence mondiale sur la santé en détention

27-29, Bethléem (Palestine*), Séminaire de renforcement des capacités en addictologie et prévention

28, Tunis, Atelier sur la dépendance des femmes

Septembre

21, 2e Réunion des Correspondants permanents du Bureau (en ligne)

Octobre

4, 3e réunion du groupe de travail interinstitutions ONUDC-OMS sur la prévention de la consommation de drogues, le traitement et la prise en charge des troubles liés à la consommation de drogues, en ligne
4-5, Ljubljana (Slovénie), Réunion annuelle du Groupe des aéroports de l'Europe du Sud-Est

4-7, Wrocław (Pologne), Formation des cadres sur la politique des drogues - Module II

18-19, Nicosie (Chypre), 28e Réunion MedNET

25-27, Zagreb (Croatie), 2nd visite d'étude du groupe accueilli par l'Institut croate de santé publique et l'administration pénitentiaire

25-26, Ottawa (Canada), Conférence internationale "From stigma to dignity: Sharing perspectives, mobilising potential", organisée conjointement par le Groupe Pompidou et Santé Canada en coopération avec l'ONUDC et la CICAD.

Novembre

2-3 novembre, Dublin (Irlande), participation au Forum national sur les drogues 2022

21-22, Lisbonne (Portugal), Contribution à la 3ème Conférence européenne sur la santé en milieu carcéral
22, Symposium sur le genre et les drogues, co-organisé par l'OEDT et le Groupe Pompidou, Lisbonne, Portugal.

23-25, Lisbonne (Portugal), Participation à la 2022e Conférence de Lisbonne sur les addictions et organisation de trois sessions :

- ▶ Évaluation des politiques en matière de drogue à la lumière des objectifs de développement durable et : santé, droits de l'homme et ne laisser personne de côté
- ▶ Différences entre les sexes et identités sexuelles dans la consommation de drogues, la toxicomanie et les interventions : pourquoi le sexe est important
- ▶ Enquêter sur la consommation de substances et les comportements à risque des adolescents dans la région méditerranéenne : où en sommes-nous ?
- ▶ Affiche du Programme Justice pénale et prison

Décembre

13, Lisbonne (Portugal), 91e Réunion des Correspondants permanents

13-14, Lisbonne (Portugal), 18e Conférence ministérielle du Groupe Pompidou

Le Groupe Pompidou est le Groupe de coopération internationale en matière de drogues et des addictions du Conseil de l'Europe. En tant qu'accord partiel élargi du Conseil, il est ouvert aux États membres ainsi qu'aux États non membres d'Europe et d'autres parties du monde. Le Groupe Pompidou promeut une approche de la politique en matière de drogues fondée sur les droits de l'homme et couvrant tous les domaines, de l'élaboration de la politique en matière de drogues à son évaluation en passant par sa mise en œuvre et son suivi. Il aide les autorités nationales à identifier et à adopter des réponses opportunes aux arguments relatifs aux droits de l'homme dans la politique en matière de drogues, ainsi qu'à évaluer les effets intentionnels et non intentionnels des mesures envisagées en matière de drogues, en tenant compte de leur impact potentiel sur la jouissance des droits de l'homme. Reconnaisant le rôle primordial de la société civile dans la défense des droits de l'homme, le Groupe Pompidou offre des conseils et des outils aux décideurs, afin de développer des moyens pratiques et significatifs pour le gouvernement et la société civile de coopérer dans le domaine de la politique en matière de drogues.

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

